

Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 22-23, Février-Mars 2007



Francophonie



Nedim Gürsel

Cet écrivain turc vivant à Paris entretient un rapport intime avec ses deux langues d'écriture.

Page 7

Intégration



Gaye Petek

Dans l'adhésion de la Turquie à l'UE, les populations turques vivant en Europe ont un rôle éminemment considérable.

Page 12

Lycée Saint-Joseph



Laurent Pichot

« Notre objectif est d'amener les élèves non seulement à comprendre les deux langues, mais aussi les deux cultures. »

Page 6

L'adhésion de la Turquie à l'Union représente un enjeu géopolitique majeur

Margot Wallström est vice-présidente de la Commission européenne, en charge des relations institutionnelles et des stratégies de communication. Elle a répondu aux questions de Mireille Sadège, la rédactrice en chef d'Aujourd'hui la Turquie.

Admettre la Turquie au sein de l'UE va dans le sens de l'évolution multiculturelle de la société européenne, dans le sens de nos intérêts et dans le sens des objectifs de l'Union.



Margot Wallström

Le rejet par les électeurs français et néerlandais du projet de traité constitutionnel pour l'Europe a été considéré comme un frein à la construction européenne. Les formations ultranationalistes s'installent dans le paysage européen et la poursuite de ce mouvement risque de mettre en cause les bases mêmes de la Communauté européenne. D'après-vous, tout cela traduit-il une méconnaissance de l'Europe par ses citoyens ?

Il y a effectivement une part de méconnaissance de l'Europe, de notre histoire et des avantages qu'il y a à vivre ensemble. En ce qui concerne le traité constitutionnel, les arguments avancés par les opposants au texte étaient souvent plus liés au ressenti

qu'à la raison. Concernant la montée des idées populistes et nationalistes en Europe, je dois dire que la situation est inquiétante. Il doit y avoir un débat sur le monde nouveau dans lequel nous vivons et sur l'intégration, deux sujets majeurs et qui ont un sens au niveau européen. Il faut travailler sans relâche au « vivre ensemble ».

Vous avez déclaré qu'il faut nouer un vrai débat avec les citoyens sur l'Europe. Sur quoi ce débat doit-il porter ? Et comment faut-il procéder à son instauration ?

La nécessité de ce débat est apparue de manière criante au lendemain des référendums français et néerlandais. Il faut que nous prenions le temps de débattre de l'Europe que nous voulons, et surtout du sens de la construction européenne. Construire l'Europe n'est pas une fin en soi, c'est parce que le bilan est positif que nous nous devons de continuer. Mettre en place un dialogue sur le bien-fondé de l'idée européenne permet de connaître les attentes des citoyens et de leur montrer que l'Europe fait partie de la solution, pas du problème. Pour y arriver, les moyens ne manquent pas : la Commission européenne travaille à modifier en profondeur sa manière de communiquer pour arriver à un vrai dialogue avec le citoyen. Grâce à Internet, aux sondages, à une meilleure coopération avec les acteurs locaux...

(lire la suite page 10)

Deux poids deux mesures à l'égard des journalistes turcs

Le 1er février 2007, les journalistes de notre rédaction se sont rendus au dîner-débat organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Turquie (CCIFT) autour du thème « Les Français vus par yeux des Turcs » où le journaliste et invité d'honneur Mehmet Ali Birand a fait un discours.

Son excellence M. Paul Poudade nous avait réservé un très bon accueil, ainsi qu'à tous

(lire la suite page 3)



Ismail Cem, le grand homme d'Etat, penseur et écrivain nous a quitté

Cet intellectuel qui a beaucoup apporté au monde politique turc, aimait l'art et la sociologie et incarnait le raffinement turc. Notre journal vous présente la traduction en français du dernier poème d'Ismail Cem.

(lire la suite page 4)

Marc Lévy : Libre et étranger pour toujours



La visite de Marc Lévy à Istanbul, la ville qui servira de décor à son prochain roman, a réuni beaucoup de ses admirateurs lors de ses rencontres. À l'occasion de

la sortie en langue turque de son livre « La Prochaine Fois... » (Gelecek Sefere, Can Yayınları) Marc Lévy nous a exclusivement parlé de l'écrivain renommé qu'il est devenu à 39 ans, de son regard sur l'écriture et de l'humilité éternelle qu'il faut avoir face aux lecteurs.

(lire la suite page 10)

Période de tension dans l'aventure européenne de la Turquie

Le président du Conseil d'administration de l'Université de commerce d'Istanbul et ancien ambassadeur, Sönmez Köksal, nous fait part de son opinion sur l'aventure européenne de la Turquie, vieille de 45 ans. Ayant été ambassadeur de Turquie à Paris entre 1998 et 2002, il nous parle des relations franco-turques et de l'attitude que la Turquie doit adopter sur le chemin de l'Europe.

Que pouvez-vous nous dire des inquiétudes ressenties en Turquie dans les relations avec l'UE ?



Sönmez Köksal

Les relations entre la Turquie et l'UE sont très importantes. Elles ont commencé en 1959, mais n'ont pas été menées comme il le faut pour plusieurs raisons : la première est que la Turquie manquait de beaucoup de choses. Les négociations n'ont pas pu s'ouvrir car des problèmes économiques, sociaux et culturels se sont ajoutés aux problèmes politiques

(lire la suite page 3)

Le Supplément

ALT
économie

Analyse

Investissement étranger

La Turquie reste attractive

Par Olcay Büyüktas

Tribune

Reportage avec İlhan Kesici

L'économie turque:

les défis à relever

Bref bilan de quinze années d'indépendance en Asie centrale



*Sébastien Peyrouse

En cette année 2007, les cinq Etats d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) de la région sont aujourd'hui en passe d'effectuer le bilan de la décennie et demie écoulée depuis la chute de l'Union soviétique. L'Asie centrale, qui avait été souvent présentée comme un espace de danger (montée de l'islam radical, circulation de la drogue, des armes conventionnelles et des matériaux nucléaires, embrasement régional autour de questions frontalières ou de conflits interethniques, etc.) n'a pas subi les déstabilisations attendues.

Sur le plan géopolitique, le « retour » de la Russie sur la scène centre-asiatique a marqué la décennie 2000 : sa présence géostratégique et économique s'est renforcée en quelques années alors que son effacement du jeu régional avait été trop rapidement pronostiqué. La Chine tente et semble réussir à devenir un acteur influent, au travers de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), au détriment de l'Occident et en particulier des Etats-Unis qui avaient réussi à percer dans cet espace après le 11 septembre 2001 au travers de l'installation de leurs bases militaires. Pourtant, ayant déjà à maîtriser un Xinjiang instable, Bei-

jing souhaite laisser à la Russie la gestion stratégique de l'Asie centrale. La Chine ne s'investit, pour l'instant, dans la région que sur le plan commercial et la perçoit, en particulier le Kazakhstan, comme une nouvelle source d'approvisionnement en matières premières.

Sur le plan économique, les républiques d'Asie centrale ont connu des évolutions diversifiées : les choix économiques se sont dissociés dès l'indépendance entre le Kazakhstan et le Kirghizstan d'un côté, l'Ouzbékistan et le Turkménistan de l'autre. Les parcours politiques ont également donné naissance à des réalités politiques et sociales que l'on ne peut plus, aujourd'hui, assimiler en un seul schéma. Seul le Kazakhstan semble aujourd'hui en passe de proposer à sa population, sur le long terme, un développement économique conséquent. Il dispose en effet de l'une des plus grandes régions pétrolifères encore inexploitées au monde avec des réserves prouvées d'au minimum 20 milliards de barils de pétrole et 65 000 milliards de

m3 de gaz naturel. Les autres Etats de la région se sont enfoncés dans la crise économique et même le Kirghizstan, qui avait été le plus rapide à passer à l'économie de marché, n'a pu freiner la paupérisation de régions entières du pays. La menace d'un enfoncement de certaines de ces républiques dans un système d'économie mafieuse, financée par les réseaux de la drogue et du commerce d'armes, par la connivence entre

milieux politiques au pouvoir et structures économiques clandestines, et dans lequel tentent de s'infiltrer l'islam radical, semble se confirmer. En matière de politique intérieure, on peut se demander si l'Asie centrale est entrée dans une période de changement. La « révolution des tulipes » au Kirghizstan en mars 2005 et la disparition du président turkmène S. Niazov en décembre 2006 ont démontré que l'enjeu de l'alternance des élites en postes était au cœur des évolutions à venir. Les élites issues de la nomenklatura

soviétique, qui ont joué leur rôle historique dans l'accession à l'indépendance, devront en effet, tôt ou tard, laisser place à de nouvelles élites qui n'auront pas le même passé soviétique et auront été en partie formées par les réalités nouvelles du

monde post-bipolaire. Dans toute la région, la proportion de jeunes nés juste avant ou après la disparition du régime soviétique est écrasante et ceux-ci finiront par peser d'un poids politique correspondant à leur réalité sociologique. La dégradation générale de la situation politique, l'existence difficile (Kirghizstan, Kazakhstan, Tadjikistan) ou impossible (Ouzbékistan, Turkménistan) de partis d'opposition, la restriction du champ d'expression des médias, les mauvais traitements symboliques et réels infligés au fait religieux, et tout particulièrement à un islam qui effraie, sans parler de la situation des droits de l'homme, constituent un arrière-fond commun à tous ces Etats. Par ailleurs, l'incapacité des pouvoirs locaux, tout particulièrement du régime ouzbek, à gérer de manière plus sereine leur rapport à l'islam contribue à focaliser les regards sur la menace islamiste. Le durcissement politique des régimes en place a fragilisé les acquis de la perestroïka en matière de libertés publiques. L'immobilité apparente des sociétés centre-asiatiques depuis la disparition de l'URSS ne doit donc pas faire illusion : leur visibilité sur la scène internationale pourrait donc être appelée à se renforcer.

*Sébastien Peyrouse

Cf. Peyrouse S. (sous dir.) "Quinze ans après l'indépendance. L'Asie centrale face à de nouveaux enjeux", La revue internationale et stratégique, Paris, IRIS, n°64, 2006.



Vers une politique énergétique européenne ?



*Mireille Sadège

Les problèmes écologiques et géopolitiques de ces dernières années ont révélé au grand jour l'importance des questions énergétiques. Ainsi, les questions d'environnement et d'énergie sont parmi les trois sujets préoccupant le plus les Européens. Depuis deux ans, chaque début d'hiver est marqué par des crises et des tensions dans les relations UE-Russie liées aux ruptures dans l'approvisionnement en matières premières énergétiques. Rappelons que, pour le gaz, l'UE dépend d'importations dont 25 % proviennent de la Russie. Cette dépendance énergétique pour le gaz est en croissance régulière et l'on prévoit une augmentation de la demande d'environ 3 % par an pour les 15 ans à venir. De plus, les livraisons de matières premières passant par des gazoducs ou des oléoducs qui traversent plusieurs pays peuvent être interrompues à tout moment. D'où le fait que les pays limitrophes deviennent très importants, aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs. C'est ainsi qu'un conflit russo-biélorusse a conduit à la fermeture d'oléoducs approvisionnant l'Europe, mettant en évidence la notion de sécurité énergétique qui n'est pas seulement une question d'énergie mais de sécurité européenne. D'où la nécessité que l'UE soit en mesure de réagir aux menaces concernant ses approvisionnements et c'est

ce qui explique la volonté de la Commission de lancer une stratégie concernant une politique énergétique de l'Europe ayant pour objectif d'assurer à l'UE « une énergie sûre, compétitive et durable ».

Ainsi, Bruxelles tente prudemment de jeter les bases d'une politique énergétique commune aux 27, mais ceux-ci restent encore divisés sur les moyens d'y parvenir. Lors d'une conférence de presse, le 10 janvier, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, annonçait : « l'Europe doit adopter une nouvelle "révolution industrielle" qui réduira la dépendance énergétique de l'UE, luttera contre le réchauffement climatique, tout en stimulant la concurrence entre les grandes sociétés énergétiques. » Il appelait à une diversification des sources d'approvisionnement en gaz et en pétrole et invitait Moscou à restaurer sa crédibilité.

En fait, Bruxelles souhaite la conclusion d'un accord international succédant au protocole de Kyoto qui expire en 2012 et qui fixe pour les pays développés une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 30 % en 2020 (par rapport à 1990). Dans ce cadre, la Commission s'engage à réduire unilatéralement ses émissions de gaz à effet de serre « d'au moins 20 % » et elle plaide pour des investissements massifs dans les énergies renouvelables dont la part serait portée à 20 % de la consommation énergétique de l'UE d'ici 2020 contre seulement 7 % actuellement. Les Etats membres seront

libres de choisir les énergies renouvelables à développer selon leur spécificité.

Par ailleurs, préoccupée par le réchauffement de la Terre et le prix élevé du pétrole, la Commission plaide pour la première fois – mais discrètement – pour le nucléaire dans la production d'électricité. Rappelons que la filière nucléaire est utilisée par 15 des 27 Etats membres et qu'elle représente 30 % de la production électrique de l'UE. Seulement, le nucléaire reste une question sensible qui ne relève pas des compétences de l'Europe mais uniquement des Etats. Aussi, la Commission insiste sur le fait qu'une diminution de la part du nucléaire dans la production énergétique de l'UE doit être compensée par la création de nouvelles sources d'énergie peu productrices de gaz à effet de serre.

Mais les propositions de la Commission ne s'arrêtent pas là : Bruxelles veut stimuler la concurrence en séparant les activités de production d'électricité et de gestion des réseaux de distribution, ce qui ne convient ni à la France ni à l'Allemagne. Pour la France, cette séparation paraît dangereuse puis qu'elle pourrait conduire au démantèlement de toutes les entreprises importantes dans le secteur de l'énergie et rendrait ainsi l'Europe vulnérable aux attaques d'investisseurs étrangers en matière énergétique. Toutes ces propositions seront débattues en vue du sommet européen de mars.

Rappelons que les Etats-membres ont souligné à plusieurs reprises la nécessité d'une

politique énergétique commune, seulement ils considèrent « qu'il incombe à chaque Etat membre de choisir ses propres sources d'énergie » et que cette intégration insuffisante des politiques nationales empêche la réalisation d'objectifs communautaires dans le domaine énergétique. Ainsi, les moyens d'action de la Commission restent très limités, car les réels pouvoirs en matière énergétique sont encore de la compétence des Etats qui, pour l'instant, ne semblent pas prêts à les déléguer au niveau européen et ces différentes propositions ne pourront voir le jour que si la Commission est investie de réels pouvoirs de négociations. Alors, pour faire face aux défis énergétiques à venir, il faut d'une part faire évoluer le cadre institutionnel de l'UE, et d'autre part accroître les compétences européennes dans le domaine de la politique étrangère ce qui permettrait à l'Europe de peser davantage sur la scène internationale, notamment au sujet de la gestion de son approvisionnement en énergie. Pour finir, la conception et la mise en œuvre d'une politique énergétique commune représentent pour les Européens un des défis stratégiques majeurs du vingt et unième siècle, impliquant la promotion de la sécurité des approvisionnements, de la compétitivité entre fournisseurs et de la protection de l'environnement.

*Mireille Sadège, journaliste,

Docteur en histoire des relations internationales

Période de tension dans l'aventure européenne de la Turquie

(Suite de la page 1)



Sönmez Köksal

existant déjà. Je considère la période allant de 2003 jusqu'à l'année dernière comme un tournant historique dans les négociations. Certes leur aboutissement va prendre beaucoup de temps mais cela permettra à notre pays d'atteindre les standards européens. Selon nos estimations, la Turquie entrera dans l'UE dans 10, voire 15 ans. Rappelons que la situation stratégique de la Turquie est très différente de celle des autres pays candidats. L'UE est un ensemble démocratique regroupant désormais 27 membres et chacun de ces pays possède son opinion et sa propre sensibilité. Dans chaque pays membre, il y a des dynamiques qui se bousculent en raison de certaines inquiétudes électorales et de nombreux politiciens démocrates-chrétiens sont opposés à la candidature de la Turquie. En fait, il s'agit d'une réaction au présent qui concerne une perspective lointaine, car l'entrée de notre pays n'étant pas très proche, l'important pour la Turquie est que les négociations aient commencé. Et il ne faut pas que des difficultés découlant de ces positions hostiles fassent dévier la Turquie de son objectif. La Turquie doit d'une part se faire connaître à l'extérieur et d'autre part, elle doit bien informer son peuple. À l'heure actuelle, l'Europe pose encore des obstacles devant la Turquie comme les problèmes de Chypre et du génocide arménien. Je pense que la demande de reconnaissance du génocide arménien est un prétexte pour certains milieux afin de retarder les négociations. Comment surmonter ces obstacles ? Il est important que les Turcs et les Français se connaissent. Car les Français ne connaissent pas la Turquie et les Turcs ne connaissent pas la France. Nous devons rétablir de bons contacts grâce aux écoles françaises présentes en Turquie et développer les

échanges de jeunes entre nos deux pays. De plus, les milieux d'affaires peuvent prendre la responsabilité de l'organisation de forums médiatiques. Nous devons impérativement faire ces efforts sinon la Turquie récoltera toujours des réactions hostiles, même si les négociations se terminent positivement. **C'est un devoir pour notre pays.**

Selon vous, quelles sont les différences entre l'époque où vous vous trouviez en France et aujourd'hui, concernant l'opinion publique française face à l'entrée de la Turquie dans l'UE ?

À l'époque, la position de la France n'était pas très nette car, à cette période, les négociations n'avaient pas commencé. Le gouvernement de Lionel Jospin a toujours soutenu la Turquie mais certains politiciens ont su gagner l'attention du peuple en étant tout simplement contre la Turquie. Ces derniers ont modelé l'opinion publique et le peuple est devenu prisonnier de ces politiciens. Ainsi, l'ouverture des négociations avec la Turquie a suscité des inquiétudes et de fortes réactions. Les gouvernements turc et français ont beaucoup à faire maintenant. Par conséquent, le gouvernement français ne doit pas oublier les promesses données à la Turquie en dirigeant certaines actions ensemble. Les Turcs qui vivent en France sont sur le point d'obtenir la nationalité française mais, pour être bien intégré à la société française, de nouvelles politiques doivent être développées, comme cela a été le cas dans certains pays comme l'Allemagne ou encore d'autres pays européens. Il ne faut pas se contenter uniquement de cela, il faut en même temps, et malgré la tension actuelle, mener des actions communes dans les relations entre les deux pays.

Que pensez-vous de l'élection présidentielle qui va avoir lieu en avril 2007 ?

Il est difficile de savoir vraiment ce que pense le parti socialiste à propos de la candidature de la Turquie. À l'époque du parti socialiste de Lionel Jospin, le gouvernement français avait eu un comportement positif face à l'ouverture des négociations. Nous souhaitons que le parti socialiste continue d'agir de la sorte. Si un autre parti, ou par exemple Nicolas Sarkozy remporte cette élection, il ne faut pas oublier que des décisions ont été prises sous la présidence de Jacques Chirac en 2003. Après qu'Angela Merkel a emporté les élections en Allemagne, elle a affirmé

qu'elle était liée aux engagements précédents au nom de la tradition étatique. De même, si M. Sarkozy arrive au pouvoir, on s'attend à ce que la France respecte ses engagements pris envers la Turquie.

Y a-t-il un problème dans l'image de la Turquie en France ?

De très bonnes relations ont toujours existé entre la France et la Turquie et le fait que la République turque ait créé un État en s'inspirant de la Révolution française, montre qu'à cette époque, la France avait très bien accepté cette situation. Mais après les années 1950 - 1960, ces bonnes relations n'ont pas pu continuer comme elles auraient dû car la France a estimé que la Turquie s'intéressait beaucoup plus aux États-Unis qu'à l'Europe. La visite de De Gaulle a provoqué un changement important puis les relations qui allaient très bien ont commencé à se dégrader à cause des discussions sur le supposé génocide arménien. Par la suite, on a été témoin d'une nouvelle forme d'antipathie envers les Turcs et qui était dirigée par certaines personnes après le coup d'État du 12 septembre survenu en Turquie. Et avec les événements liés au PKK, certains groupes ont quitté la Turquie pour s'installer en France et se sont organisés contre la Turquie. Ce qui a contribué à la création d'une ambiance hostile à la Turquie et le fait que notre pays ait négligé sa présentation face à l'Europe a renforcé sa méconnaissance en France. Environ 400 000 Turcs vivent en France et, parmi ces personnes, entre 80 et 90 000 ont acquis la nationalité française. Le reste a encore la nationalité turque et, par conséquent, n'a aucune influence électorale. Pourquoi les Turcs n'ont-ils pas pu influencer les Français comme les Arméniens ou d'autres groupes ? Parce que, tout simplement, une intégration réussie n'a pas encore été réalisée et que les Turcs vivant en France ne sont pas un sujet d'intérêt pour les politiciens français.

L'État turc investit-il suffisamment dans des activités de lobbying en France ?

Lorsque j'étais en France, j'ai beaucoup travaillé pour qu'un lobbying turc commence à exister et même si, aujourd'hui, il commence à être en place, on n'aura malheureusement pas de résultats immédiats. La mise en lumière des qualités de la Turquie et des activités lui permettant de se faire connaître sur les plans culturel et social sont des processus qui prennent du temps.

Cependant, il ne serait pas juste de dire que ce travail a déjà été accompli et qu'on ne peut rien faire de plus. On peut encore réussir grâce à une stratégie à long terme, progressant petit à petit.

Peut-on dire que la France et la Turquie sont deux pays liés de façon irréversible ?

La France est très importante pour la Turquie. Les deux pays s'ouvrent sur la Méditerranée. La Turquie, toujours volontaire lorsqu'il s'agit d'éteindre les incendies dans des régions lointaines, se sent responsable et accomplit diverses missions dans la région. De son côté, la France aussi a des vocations précises. Même si les domaines diffèrent, ces deux pays ont des missions importantes à remplir, comme assurer la sécurité dans ces régions et cela rapproche forcément ces deux pays.

Et dans le domaine de la sécurité et de la défense ?

Les relations militaires étaient assez bonnes de 1998 à 2001, c'est-à-dire jusqu'à la mise en vigueur en 2001 de la loi reconnaissant le « génocide arménien ». Des relations de plus en plus fortes s'étaient établies entre les états-majors et les forces armées des deux camps dans le cadre de la convention qui avait été signée. Il est certain que si la loi sur le supposé génocide arménien n'avait pas été votée, les relations ne se seraient pas dégradées comme elles le sont aujourd'hui, et la coopération militaire et concernant la défense aurait continué à unir solidement la France et la Turquie.

Pour conclure, les relations entre nos deux pays ne sont pas à la hauteur de ce qu'elles doivent être et la France doit continuer à jouer son rôle, qui est très important, en direction de la Turquie. La situation actuelle et les conflits dans la région font de la Turquie un important acteur stratégique. La France est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et s'intéresse donc aux conflits qui surviennent dans la région et dans le monde. Tant que la Turquie possède cette position géopolitique et tant que ces problèmes persisteront, la Turquie et la France devront absolument mettre en place des projets communs.

Propos recueillis par
Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan

Deux poids deux mesures à l'égard des journalistes turcs

(Suite de la page 1)

les invités. La charmante épouse du Consul de France à Istanbul, Madame Poucelle, nous a raconté le voyage formidable à Mardin qu'elle a effectué en famille pendant les vacances scolaires et nous a fait part de ses impressions. Chacun a pris beaucoup de plaisir à écouter une grande dame qui porte si bien la culture et le raffinement français. Avant le repas, nous avons discuté de l'état actuel de l'amitié franco-turque avec tous les invités, ainsi qu'avec notre membre du Comité de rédaction M. Sönmez Köksal.

Au dîner, il a été question des relations tendues entre la France et la Turquie. Le journaliste M. A. Birand, dont l'allocution commençait par « Ceci n'est pas ma France à moi », nous a beaucoup émus par son discours nostalgique qui en a étonné plus d'un. Même si la salle a essayé d'atténuer les paroles pessimistes des intervenants avec des rires tapageurs durant le débat, le message était très clair : la France n'accorde pas suffisamment d'importance à la Turquie.

Coïncidence ou pas, nous avons vécu à la fin de ce dîner la démonstration frappante de ce message en apprenant que les correspondants de presse français et suisses qui partageaient notre table au cours de cette soirée, étaient invités gracieusement alors qu'à nous, les journalistes turcs de l'unique journal francophone de la Turquie, on nous avait réclamé la veille le règlement de trois participations au dîner-débat. À ce coup de massue sont venues s'ajouter les paroles d'une

de ces consœurs : « Quel paiement ? On n'allait pas en plus payer le dîner ! »

Après nous être rendu compte de cette discrimination, nous avons fait part de notre étonnement au directeur de la Chambre de Commerce franco-turque M. Raphaël Esposito dont la réponse n'a pas facilité la digestion de ce repas : « Attendez, vous avez d'un côté *Le Figaro* et la chaîne suisse TSR et de l'autre *Aujourd'hui la Turquie*. On ne peut pas tout mettre dans le même panier... » Nous ne pouvons pas accepter cette réponse et *Aujourd'hui la Turquie* sera désormais attentif à toute discrimination et en fera part dans ses pages, pour la simple raison que nous aimons la France et les Français...

Un rapide coup d'œil sur *Aujourd'hui la Turquie* suffirait à comprendre sa ligne conductrice : *Aujourd'hui la Turquie* n'est ni un journal à sensation, ni un journal publiant dans un intérêt financier. Il a une seule couleur, celle qui se trouve dans les drapeaux français et turc, le blanc. Sa mission : établir un pont et refléter les pensées et les relations diplomatiques, économiques et culturelles entre l'UE et la Turquie. Lorsqu'un côté de ce pont s'affaiblit, nous avons du mal à comprendre l'intérêt de certains à vouloir faire tomber cette mission dans des eaux douteuses.

Aujourd'hui la Turquie

Depuis l'an 2000...

...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rendre votre participation la plus précise.
QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre.

- Traduction de textes en toutes langues (administratives, juridiques, commerciales, techniques, littéraires)
- Traduction simultanée et interprétation
- Interprétation simultanée de conférences
- Organisation de réunions et séminaires
- Services de gestion professionnelle

TRIO

www.trio-translation.com

TRIO Traduction et Organisation, Organisme local d'Union Européenne
Ordu Yolu Blok. 1/A Blok D202, 4. Katman 54100 ISTANBUL
Tél : +90 212 396 00 04 Fax : +90 212 396 00 96

La Turquie entre les États-Unis et l'Europe

Rencontre avec l'artiste peintre et enseignant Veysel Günay, qui nous parle de la position de la Turquie ainsi que de l'opinion publique et nous donne son analyse quant à l'évolution de l'art de nos jours.



Veysel Günay

Que pouvez-vous nous dire sur la place de la Turquie en Europe et son adhésion à l'UE?

Un dicton dit qu'il n'existe pas d'amitié entre les nations. C'est exact. Les nations doivent se faire une place dans ce monde et, pendant cette quête, il est évident que les relations ne peuvent pas être toujours au beau fixe. Les conflits commencent lorsque les intérêts ne s'accordent pas et c'est alors que chaque pays se projette dans le futur pour le bien-être et l'intérêt de son peuple. Si les nations ne s'entendent pas sur les projets, le ton se durcit et, à la fin, c'est toujours la nation la plus forte qui l'emporte. Regardez comment les États-Unis agissent : tout est question d'intérêt. Pourquoi croyez-vous que l'UE a accepté notre demande adhésion ? Et nous, pourquoi voulons-nous devenir membre ? Pendant qu'on s'efforce de construire l'avenir de notre peuple, nous voulons avoir de plus étroites relations avec l'UE mais, si on ne s'entend pas, un affrontement risque alors d'avoir lieu. Souvenez-vous, il y a de cela deux ans : Chirac et Schröder agissaient comme les représentants de la Turquie auprès de l'UE et, lorsqu'il y avait des problèmes, ils s'appelaient mutuellement, nous donnaient plus de temps. Mais que s'est-il passé l'année dernière ? De grands changements sont survenus, à la suite de la crise au Moyen-Orient. La Turquie a pris une décision à ce sujet, causant un changement d'attitude de l'Europe face à la Turquie. Le motif n'est ni économique, ni culturel, ni en rapport avec la différence de religions.

D'après vous, quelle politique la Turquie doit-elle suivre ?

La Turquie n'arrive pas à décider d'une conduite précise : « Je suis avec les États-Unis, mais je gère la situation avec l'UE ».

Combien de temps la Turquie pourra-t-elle maintenir cette position difficile ? Elle n'est pas non plus obligée d'être contre l'un ou l'autre, cela n'existe plus à notre époque, il s'agit d'une question d'équilibre. Nous sommes aux côtés des États-Unis en ce qui concerne le projet du Moyen-Orient. Les États-Unis utilisent nos soldats, nos bases militaires, nos routes aériennes, le contraire n'est pas possible car, même si nous voulions refuser, nous nous verrions contraints d'y céder par pression. Ça ne veut pas dire que la Turquie va acquiescer à tout ce que demandent les États-Unis.

L'opinion publique turque est de plus en plus opposée à l'UE. Les Turcs s'interrogent sur la sincérité de l'UE, alors que, de leur côté, les Européens semblent hos-

tiles à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Quel est le degré d'influence des peuples sur les politiques internationales ?

Plus un pays a des difficultés, plus son peuple se rattache aux valeurs fondamentales. Deux éléments dirigent les gens : premièrement la croyance, donc la religion, deuxièmement l'origine. Quelle que soit notre croyance, l'origine est une chose à laquelle on s'accroche forcément. L'Europe aussi se forge des sentiments nationalistes lorsqu'elle est en difficulté. Ceux qui invoquent la religion comme prétexte contre l'entrée de la Turquie dans l'UE ne sont pas forcément croyants et ne vont même pas à l'église. Nous aussi, lorsque nous rencontrons des difficultés – comme dans le cas de la question chypriote – nous nous accrochons à nos racines. Mais les politiciens, rusés, utilisent cela comme argument politique.

On constate un sérieux manque de communications entre la Turquie et

la France et une mauvaise présentation de la Turquie. Qu'en pensez-vous ?

Le développement du tourisme est aussi très important et il faut que tout cela soit mieux organisé et que ce soit fait plus consciemment. Je ne crois pas les personnes qui disent : « Nous, nous n'avons aucun problème, c'est juste que nous n'arrivons pas à nous exprimer. » Cela n'est pas vrai et plusieurs dimensions expliquent cela : il faut s'enrichir et, en même temps, mieux s'exprimer. Mais, pour raconter de bonnes choses, il faut d'abord faire de bonnes choses. Il paraît que la Turquie est le quatrième pays en partant de la fin quant

à l'égalité entre les hommes et les femmes. Comment pourrait-on

expliquer cela ? On ne peut pas dire « Nous sommes parmi les trois premiers, vous nous interprétez mal. »

On dit de plus en plus que l'art est dégénéré, on débat sur la notion de postmodernisme. Que pouvez-vous nous en dire en tant qu'artiste turc ?

Le monde a découvert le modernisme avec l'ère industrielle, puis l'attitude raisonnée et la logistique de chaînes ont commencé à ennuyer les gens et ainsi est né le postmodernisme. Avec le postmodernisme, les gens ont commencé à chercher l'origine des choses, ils se sont tournés vers tout ce qui est local, car les gens s'ennuient à force de manger tous les jours le même yaourt et on a commencé à chercher de nouvelles saveurs, cela mettant en avant un goût, qui n'est pas artistique et dont le niveau est très bas.

À ce sujet, un autre danger se précise dans le monde : tandis que la mondialisation répand le goût de la majorité partout dans le monde, on commence aussi à présenter les goûts locaux comme différents.

Un grand État ne doit pas seulement être fort économiquement, mais aussi grâce à sa culture, son art et sa géographie. Les géants d'aujourd'hui, comme les États-Unis, imposent leur goût partout dans le monde. Peut-on imaginer un goût universel dans le monde ? Un monde qui n'aurait qu'une couleur ? Nous risquons alors un appauvrissement de l'art. L'art est une chose qu'on ne peut diriger de force car l'art est quelque chose d'organique, qui se crée lui-même. La Turquie ne fait pas la course avec les États-Unis ou l'Europe, et d'ailleurs il n'est même pas question de concurrence, il faut juste que nous nous montrions davantage et il s'agit plus

d'une question de territoires que d'origines. Les mélodies méditerranéennes sont toujours les mêmes, l'Europe du Nord et différente de l'Europe centrale. Nous avons toujours pris comme exemple l'Europe, mais ce n'est pas suffisant ; dans notre enseignement, il faut s'inspirer de toutes les variantes présentes

dans l'UE.

Vous avez affirmé que la Turquie ne produisait pas d'artistes, pouvez-vous l'expliquer ?

Il est difficile de rencontrer de grands architectes, peintres ou musiciens tures. Pourquoi ?

Car même si ça ne concerne pas directement le pouvoir économique, ça va en parallèle. Comment voulez-vous que l'architecte s'améliore si la classe aisée ne dit pas « Je n'aime pas ça, faites-moi quelque chose de meilleur. » ? Et l'artiste est obligé de se soumettre, car sinon il meurt de faim. Il n'arrive donc pas à s'exprimer librement car il lui faut bien décrocher des commandes. Si l'Empire de Rome n'avait pas fait de souscriptions, nous n'aurions pas eu toutes les belles œuvres qu'il nous a laissées.

Que pensez-vous de ceux qui disent qu'Orhan Pamuk ne mérite pas son prix Nobel ? Croyez-vous qu'il a plus obtenu cet honneur par sa position politique que par ses romans ?

Je ne peux pas juger le prix d'Orhan Pamuk car j'ai eu du mal à finir ses livres, cela ne voulant pas dire que c'est un mauvais écrivain. Je ne suis pas une autorité et je crois ne pas avoir réussi à le comprendre. Quoi qu'il en soit, il est important qu'un écrivain turc ait obtenu ce prix car les discussions actuelles vont s'éteindre et ce qui restera dans le futur, c'est qu'un écrivain turc a obtenu le prix Nobel de littérature. Mais il faut se demander si, dans d'autres pays, un prix Nobel a autant été discuté... Si ce prix a autant été controversé, il faut en déterminer les causes : cela implique qu'il y ait d'autres facteurs que l'art qui ont poussé certains à douter du bien-fondé de ce prix. Je ressens également les mêmes doutes mais quoi qu'il advienne, je trouve cela très positif.

Propos recueillis par
Bilge Demirkazan

Un adieu poétique



Ismail Cem

L'ancien ministre des Affaires Étrangères Turques İsmail Cem décédé le 24 janvier 2007, était aussi un journaliste, directeur de la chaîne nationale turque TRT et un passionné de la photographie. Voici un poème émouvant de sa plume.

L'Adieu

À une date bien lointaine,
Lorsque je serai très vieux,
Je partirai sans faire de bruit
Sans me faire voir des autres
Et sans déranger personne.

Sur ma table :
Le travail qui reste d'hier,
Des écrits qui ont abouti,
Des livres qui attendent d'être lus
Et quelques souvenirs et espoirs.

Tirer sur la queue des éléphants,
Affranchir les montagnes, telle était ma mission.
Les jours sont finis, les éléphants sont toujours là.
J'ai fait de mon mieux...
Vous vous occuperez du reste.

Ma vie n'était pas inutile.
Elle pouvait être plus remplie, mais
Je me dois de dire « C'est déjà ça... »
Voilà, chers amis,
Comment je devrais faire mes Adieux.

Ismail Cem, New York, 1995
Traduction proposé par Müge Gürs

III. Congrès de management stratégique

Le professeur Erol Eren présidera pour la troisième année consécutive le Congrès de stratégie qui se déroulera cette année à l'hôtel Dedeman d'Antalya, sponsorisé par Tübitak et l'Université de Beykent et déclare :

« Le congrès de cette année va être plus coloré et nous avons profité du dixième anniversaire de Beykent pour l'incorporer au Congrès. C'est pourquoi nous aurons plusieurs participants de l'Université de Beykent et l'ambiance sera un peu plus festive. De plus, la participation est de seulement de 56 € tout compris, ce qui est très raisonnable pour un congrès de cette envergure ».



L'intégration graduelle, alternative au processus d'intégration UE-Turquie



*Garip Turunc

Le début des négociations d'adhésion avec la Turquie marque un tournant dans la politique d'élargissement européenne. Un coup d'arrêt vient d'être donné aux négociations en cours depuis un an par les Vingt-Cinq, qui ont décidé de geler l'examen de huit chapitres de négociations avec Ankara. La décision découle des conditions formelles très rigoureuses jamais mis sur pied qu'elle s'est donnée l'Union pour l'ouverture des négociations. Outre l'accent mis sur le caractère ouvert de ces négociations et sur la capacité d'absorption inédite dans l'histoire des processus d'élargissement européenne – le Conseil a établi des exigences avant l'ouverture ou la clôture, de l'un des 35 chapitres d'accession à l'adhésion. Si ces conditions ne sont pas remplies, chaque Etat membre pourrait opposer son veto et bloquer ainsi le processus enclenché. Dans un tel cadre de négociation, il serait difficile de réconcilier les 25 Etats membres (27 depuis 1er janvier 2007) et s'en tenir aux conditions préétablies (et n'en formuler pas de nouvelles !) pour éviter tous risques d'« accident de train ». Les pourparlers pourraient ainsi traîner en longueur, la ratification échouer, notamment du fait des référendums nationaux. Pour autant, l'Union n'a pas intérêt à ce que la Turquie renonce au processus d'intégration et se détourner de l'Europe. Les autorités européennes savent que le maintien de la Turquie hors de l'Union pourrait avoir de graves conséquences. Ce qui explique la décision du Conseil européen du 16-17 décembre 2004, qui, toute en donnant le feu vert pour l'ouverture des négociations le 3 octobre 2005 avec pour objectif d'une « adhésion pleine et entière », prévoit également la clause de garantie suivante : « s'il s'avère que l'adhésion de la Turquie ne peut avoir lieu, en dépit du succès des négociations d'adhésion, et s'il s'avère que les deux parties sont encore intéressées par

une coopération et une intégration plus approfondie, il conviendra de veiller à ce que l'Etat candidat concerné soit pleinement ancré dans les structures européennes par le lien le plus fort possible. Cependant, le Conseil n'a pas défini ce qu'il entendait par ce « lien le plus fort possible », ni préciser les modalités d'un rapprochement possible pour y parvenir. On plaidera ici pour une méthode d'intégration graduelle qui pourrait, le moment venu, non seulement se révéler satisfaisante la décision du Conseil, mais servir également les intérêts de la Turquie ainsi que celui d'autre pays candidat à l'adhésion.

Du point de vue de la Turquie, toute proposition alternative à l'intégration en cours doit dépasser le statut quo : l'Accord l'union douanière, conclu en décembre 1995, entré en vigueur au 1er janvier 1996. Selon les termes de l'Accord, celle-ci ne s'applique pleinement qu'aux produits industriels et d'une façon très limitée aux services, produits agricoles et textiles. Au cours de ces dix années écoulées, la Turquie a transposé en droit national des parts importantes de l'acquis communautaire, principalement dans les domaines des droits de douane, de la politique commerciale, de la concurrence ainsi que de la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale. Cependant, pour la Turquie –première partenaire commercial de l'UE dans la région méditerranéenne– l'union douanière n'apporte aucun avantage. L'annulation des tarifs à l'encontre des produits européens procurent une rente substantielle aux entreprises européennes (3 à 5 milliards d'euros par an) –équivalent des pertes de recettes douanières pour le gouvernement turc– et des surplus commerciaux à l'UE (7 milliards d'euros en 2004 ; 8,5 milliards d'euros en 2005). L'autre aspect insoutenable de l'accord c'est de voir l'exclusion d'Ankara de tout processus décisionnel de l'Union. La Turquie, avec sa volonté de se rapprocher de l'Europe, elle s'est imposée la discipline de l'union douanière. Et

aujourd'hui (depuis dix ans !) elle se trouve dans une position tout à fait singulière : elle est membre de l'union douanière sans faire partie des organes de l'UE qui en assure la gestion. Elle a accepté de consentir ces efforts considérant la réalisation de l'union douanière comme une « dot de mariage » en vue d'une adhésion à part entière. Dans l'histoire des processus d'élargissement, (faut-il le rappeler ?), aucun autre pays candidat n'a été membre de l'UE avant d'avoir réalisé l'union douanière. On est en droit de se demander ce que les partisans de « le partenariat privilégié plutôt que l'adhésion pleine et entière » (Fondation Robert Schuman et d'autres opposants à la candidature turque) ont à proposer de plus ! N'est-ce pas plutôt un subterfuge pour ne pas dire qu'ils veulent les avantages d'une alliance « renforcée » dont-ils seraient les gagnants mais sans supporter les difficultés (coûts financiers, liberté de circulation...) inhérentes à l'intégration effective.

L'idée d'intégration graduelle inclut aussi bien les préoccupations précédemment soulignées de la Turquie que les intérêts de l'Union. C'est un modèle dynamique prévoyant l'ancrage de la Turquie dans la structure européenne en trois phases thématiques qui pourrait s'étendre sur une période de 8 à 12 ans. Celles-ci seraient identifiées par leur degré d'intégration et de formalisation juridique, la première phase représenterait le plus faible degré d'intégration. Le passage d'une étape à l'autre serait conditionné à l'application effective, et dans les délais prévus, des obligations souscrites. La Turquie recevrait un droit de vote partiel, sans possibilité de veto, lui assurant une participation au processus de décision ; avec possibilité de participation aux séances du Conseil pour les domaines où elle serait intégrée à l'Union. La majorité des directives et règlements étant adoptés par une procédure de codécision entre le Conseil, la Commission et le Parlement, la Turquie devrait avoir des observateurs dans chacune de ces institutions.

Les deux parties devraient commencer par identifier les domaines à intégrer au cours de ces trois phases. Durant la première phase, la Turquie pourrait avoir intérêt à un approfondissement de l'union douanière à son avantage. Elle serait surtout intéressée à faire adopter des nouveaux quotas d'importation et des droits de douane. Si cela s'avérait impossible pour des raisons juridiques, l'Union ne pourrait éviter d'accorder des conditions plus équitables ou des compensations financières pour la Turquie. Du son côté, l'UE pourrait souhaiter une amélioration de la sécurité juridique pour les entreprises et citoyens européens ou, la poursuite des objectifs géostratégiques. De concert avec Ankara, l'UE pourrait ainsi, dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ou de la politique européenne de sécurité et de défenses (PESD), étendre son influence politique pour résoudre les problèmes apparemment insolubles du Proche-Orient, à la lutte contre le terrorisme, aux crimes organisés, trafics de toutes sortes, et jusqu'aux gisements de pétrole du Golfe et de la mer Caspienne ainsi qu'aux relations avec l'Asie centrale, source alternatives d'énergie face à la Russie.

Au cours de phases suivantes, les deux parties pourraient envisager l'élargissement

et l'approfondissement des thèmes traités au cours de première étape. Lors de deuxième phase, on peut s'intéresser à un développement progressif de l'union douanière en direction d'un marché commun. Après la liberté de circulation des biens (y compris le textile et les produits agricoles), on passerait à la liberté de circulation des services et des capitaux. La Turquie pourrait également être intéressée par un approfondissement de la coopération dans les domaines de l'éducation, culture, recherche et par l'extension à des nouveaux domaines comme la protection de l'environnement. Pour la troisième phase, on pourrait réfléchir à un approfondissement du marché commun dans le sens du grand marché intérieur sans envisager une totale liberté de circulation des travailleurs, à l'exception peut-être des secteurs dans lesquels l'UE a besoin de main d'œuvre. Il pourrait aussi être question d'élargissement de coopération au sein de la PESC, entre les administrations policières et juridiques (avec une participation de la Turquie à des institutions européennes comme EuroPol ou EuroJust), des Affaires intérieures (avec une participation éventuelle à l'espace Schengen), ou d'une entrée progressive de la Turquie dans l'Union économique et monétaire pour l'adoption de l'euro, le moment venu, par les autorités turcs.

Le modèle esquissé ici présente des avantages pour les deux parties. Pour la Turquie d'abord : l'intégration graduelle n'exclut pas la perspective d'une adhésion pleine et entière. Toutes en poursuivant sa européisation, son apprentissage historique de découverte et d'épanouissement de l'âme européenne, Ankara pourrait, au cours de ces périodes, peser sur le rythme d'intégration et accéder par paliers à un droit de vote sectoriel dans différentes instances décisionnelles de l'Union. Pour l'UE ensuite : le processus permet de rapprocher progressivement la Turquie jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de devenir membre de l'UE sans pour autant provoquer de dysfonctionnement institutionnel. Ainsi, l'intégration graduelle constituerait pour Ankara et Bruxelles, une option alternative plus attrayante par rapport au processus d'intégration en cours qui semble semée d'embûches, des polémiques rituelles et de risques d'« états de crise permanents » du fait de l'incapacité de certains hommes politiques de penser et de se projeter dans l'avenir.

Si la Turquie est bien le partenaire idéal dont l'UE a besoin pour relever ses défis (la montée d'un extrémisme visant à élargir le fossé entre musulmans et non-musulmans, les menaces d'approvisionnement énergétique, la concurrence croissante de l'Asie (Chine, Inde...), la volonté de jouer un rôle plus important dans le monde, le vieillissement de la population...), dont tout homme politique européen se plaît à le dire, l'honnêteté et le réalisme commande de mettre fin à l'hypocrisie et de jouer enfin cartes sur tables pour construire notre avenir commun.

*Garip Turunc

Maitre de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV
Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul
Bordeaux, le mardi 9 janvier 2007

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 30 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ____/____/____ Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (no de succursale : 0217-0 Moda İstanbul
no de compte en euros : 3005115; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais
no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@alaturque.com alt 22-23

Lycée Saint-Joseph : un milieu bilingue et biculturel



Nous poursuivons la présentation des écoles françaises en Turquie avec, ce mois-ci, le lycée Saint-Joseph. M. Laurent Pichot, directeur de ce lycée basé à Kadıköy à Istanbul, nous a raconté le fonctionnement de l'établissement et son parcours en tant que directeur.

Depuis combien de temps êtes-vous directeur du lycée Saint-Joseph ?

C'est la septième année. Aucune durée limite n'est fixée, mais on essaie maintenant de faire en sorte que les directeurs ne restent pas trop longtemps, de façon que soit toujours porté un regard nouveau sur l'établissement. Le fait que quelqu'un occupe ce même poste pendant 30 ans ne serait pas très sain.

Quel a été votre parcours avant d'être directeur de Saint-Joseph ?

J'ai une formation plutôt hétérogène : j'ai commencé par un Bac scientifique ; arrivé à l'université, j'ai fait de la physique, ce qui me plaisait beaucoup, mais il y avait trop de mathématiques et, au bout de six mois, j'ai arrêté et je suis parti travailler pendant un an, ce qui se fait beaucoup. Comme dans les pays scandinaves, les étudiants partent soit pour faire une formation soit pour travailler et découvrir la réalité de la vie professionnelle. Étant ainsi confronté à la vraie vie, je me suis dit : « Les études, ce n'est pas si

bête que ça. » Je me suis payé mes études et je suis rentré dans le réseau lassallien en étant surveillant de nuit à l'internat et en étudiant le jour à l'université. J'ai fait des études de psychologie, jusqu'à la maîtrise puis, par équivalence, j'ai fait une licence de lettres. Donc vous voyez mon parcours scientifique... J'étais un très bon physicien mais pas un bon mathématicien. Ensuite, j'ai travaillé comme professeur de français pour des élèves de BTS à Nantes. Le directeur adjoint m'a dit « Votre profil nous intéresse » et, à 28 ans, j'étais nommé directeur adjoint. Avec mon passé scientifique et ma gestion des conflits grâce à la psychologie, je les intéressais beaucoup.

Comment s'est passé votre transfert ici à Saint-Joseph ?

J'étais dans le réseau lassallien et directeur adjoint depuis 9 ans. Comme Nantes, c'est l'extrême ouest de l'Europe et qu'on n'y voit pas beaucoup d'étrangers, je trouvais que c'était un milieu fermé. Apprenant alors qu'un poste de directeur adjoint était à pourvoir ici, j'ai demandé à ma femme ce qu'elle en pensait, lui disant que la Turquie devait être un pays intéressant, à cheval entre l'Orient et l'Occident. Le poste m'intéressait et je connaissais très mal la Turquie. Lors d'un entretien, on m'apprit qu'il ne s'agissait pas d'un poste de directeur adjoint mais de directeur. J'ai fait un premier voyage en 1998, découvrant un poste fort intéressant, comportant une composante diplomatique que je ne connaissais pas, très différent de ce que j'avais connu en France. Je suis revenu en Turquie avec ma femme pour la rassurer et pour qu'elle se fasse une opinion. L'année suivante, nous nous installions ici avec nos enfants.

Enseignez-vous encore ?

Oui, je donne des cours de français 3 heures par semaine. Je n'ai jamais arrêté parce que cela permet d'avoir un contact direct avec les élèves, de comprendre leur psychologie et de vivre ce que ressentent les professeurs.

Vous avez souligné la différence entre les lycées en France et ici. Quelle est votre re-

lation avec le ministère de l'enseignement turc ? Notre lycée est turc à 100 %, notre appellation étant Lycée turc ouvert par des étrangers. L'établissement dépend du Traité de Lausanne et de la fameuse loi 625 qui régit les écoles étrangères. Ce sont des lois très complexes et contraignantes.

Quelles sont alors les différences avec les autres lycées turcs ?

La grande différence est que tout l'enseignement scientifique est dispensé en français, ainsi que beaucoup d'animations. Certains enseignants sont français, d'autres sont parfaitement bilingues et nous vivons dans un milieu bilingue et biculturel. Notre objectif est d'amener les élèves non seulement à comprendre les deux langues, mais aussi les deux cultures.

Il y a trois écoles lassalliennes : vous, Saint-Joseph à Izmir et Saint-Michel.

Avez-vous une politique commune ? Oui. Tout d'abord les écoles françaises sont réunies au sein d'une fédération : la Fédération des écoles françaises catholiques de Turquie, ce qui permet d'adopter une politique commune, des principes de recrutement communs, des formations communes. Au cours de réunions communes, nous déterminons les axes d'action de nos écoles, en suivant la même politique. Après, chaque école a son identité, bien sûr.

Combien d'élèves compte Saint-Joseph ?

738 dont 50,1 % de filles. Depuis 1998, nous n'avons plus de classes de collège et l'enseignement commence donc à partir du lycée. Toutefois, l'association a ouvert les « Écoles Petits Princes », écoles primaires qui nous sont liées, mais qui sont de droit turc uniquement.

Quelles activités sont proposées aux élèves en dehors des cours ?

La chose la plus importante, c'est d'avoir un corps d'enseignement mixte. Nous comptons un tiers de professeurs français, un tiers de professeurs bilingues et un tiers de professeurs turcs non bilingues et, ainsi, les élèves bénéficient de cette double culture. C'est la première chose que nous offrons et je crois que c'est la plus importante. Par ailleurs, nous organisons des voyages en France, des échanges avec des établissements partenaires, des stages d'été en France, beaucoup de liens entre les deux pays. Mais le plus important, c'est de vivre dans une communauté qui est ici et qui est mixte.

Pouvez-vous nous parler de l'association de Saint-Joseph ?

L'association est formée d'anciens élèves mais cela est très différent de ce que l'on peut voir en France : ici, les anciens élèves restent attachés à leur ancien lycée toute leur vie. En France, le lycée n'a pas cette grande importance. Ici, on dit « Je suis de Robert, de Üsküdar, ... », et cela crée des liens et ouvre des portes. 3000 anciens élèves font partie de l'association, ce qui est un nombre très important. L'association a aussi des activités

à but humanitaire et, en 2000, suite aux tremblements de terre, nous avons reconstruit une école primaire à Akarca près de Adapazari qui s'appelle Türk Fransız Kardeşlik Okulu.

Quelles sont les différences entre les élèves français et turcs, concernant la discipline par exemple ?

Globalement, on constate beaucoup moins de violences dans les lycées turcs que dans les lycées français. Malgré tout, la cohabitation est parfois difficile car la dynamique des groupes, et là c'est le psychologue qui parle, est très différente, basée sur une solidarité à toute épreuve, mêmes dans les « coups tordus »... La manière de fonctionner des groupes est aussi différente, la notion de bavardage n'est pas la même, le système de notation non plus, etc.

Ici, les élèves sont élevés à la japonaise : certains enfants n'ont pas d'adolescence, ils sont toujours entraînés de travailler. Quand ils ne sont pas à l'école, ils sont aux dershane, quand ils ne sont pas aux dershane, ils sont en cours particuliers. C'est magnifique, mais très dur psychologiquement. De plus, ils évoluent entre deux cultures, la turque pour la mémorisation et la française pour l'argumentation. Et ça se comprend, avec des millions de candidats à l'OSS et très peu de places disponibles.

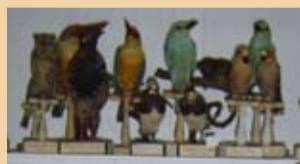
Vous avez sûrement aujourd'hui une autre image de la Turquie. Que pensez-vous du pays et comment vous y sentez-vous ?

Très sincèrement, quand je suis arrivé ici, je n'avais pas trop de préjugés mais j'avais surtout une grande méconnaissance du pays. Un jour, quelqu'un m'a dit : « Pourquoi as-tu été nommé là-bas ? Tu as dû faire une grosse bêtise... ». Comme la question était tellement bête, je lui ai donné une réponse tout aussi bête : « Oui, l'éloignement est proportionnel à la gravité de la faute » lui ai-je dit, montrant ainsi que je méconnaissais toujours le pays. C'était un choix personnel que de venir ici, avec ma famille, et ce n'était pas évident. Pour ma part, j'avais commencé à apprendre le turc quelque temps avant de venir ici et il nous a fallu environ un an pour nous habituer. Apprendre le turc et avoir ses repères, c'est vital... Maintenant, je me sens bien à Istanbul, malgré ses bouchons et son quotidien pas toujours facile. Du reste, tous les étrangers qui viennent à Istanbul sont émerveillés par cette ville féerique.

Nous qui avons découvert cette Turquie, nous sommes très choqués par la vision que les médias étrangers en donnent. C'est quelque chose que l'on a du mal à accepter et les élèves, lorsqu'ils apprennent le français la première année et qu'ils regardent TV5 ou une autre chaîne, puis petit à petit, comprennent de mieux en mieux le français, constatent que l'on propage souvent un point de vue très partiel –et parfois partial– sur la Turquie, ce qui est vraiment regrettable.

Propos recueillis par Müge Gürs

Le Projet Biophore



Voici un projet qui va faire connaître au public

un patrimoine conservé depuis de longues années : il s'agit du projet de musée Biophore. L'idée est celle de créer un musée de sciences naturelles comportant une dimension interactive mais aussi un circuit de découverte. Le concepteur et coordinateur du projet M. Laurent Chapdelaine déclare : « Il faut que les gens puissent entrer sans avoir aucune idée préconçue, que cela soit vraiment une découverte et que leur visite soit un plaisir leur donnant l'envie de revenir. »

Concept réalisable par des financements internes et du sponsoring, le projet du musée Biophore compte en moyenne une collection de 580 oiseaux, 60 mammifères, 8000 coquillages, 1500 fossiles, 150 reptiles, 50 poissons, 5000 insectes et, de plus, un nombre considérable de minéraux, d'herbiers et de champignons. Si le projet aboutit, le public pourra aussi voir des spécimens en voie de disparition ou d'autres qui ont déjà disparu, comme le tigre de la Caspienne.

Le projet a été lancé il y a plus de 6 ans. En

effet, le lycée Saint-Joseph désirait valoriser ses collections récoltées au fil du temps par les frères lassalliens. La collection a tout d'abord été expertisée par des spécialistes du Muséum de Paris qui ont estimé que les spécimens étaient en assez bon état, vu les conditions de conservation. C'est M. Xavier Filoreau, de la section « herbiers » du Muséum de Paris qui a été recruté pour la rénovation de ces précieux spécimens.

Ce projet de lieu de découverte, concernant tous les âges, attend aujourd'hui, les autorisations nécessaires pour exister physiquement. Parce qu'il a fallu tenir compte du flux de visiteurs, l'incorporation du musée dans l'enceinte de Saint-Joseph, qui était l'idée de base, a été mise de côté pour ne pas déranger le déroulement des cours et la concentration des élèves. Le projet du musée Biophore devrait voir le jour sur un emplacement appartenant à Saint-Joseph et se situant vers le lycée de Kadikoy, mais séparé des locaux scolaires.

Le bâtiment devrait tenir compte des considérations environnementales et le lycée envisage donc de construire un bâtiment 100% écologique. Un vrai projet pédagogique ouvert sur l'extérieur, qu'on espère voir d'ici deux ans.

DRIT A L'EVASION?

oui!

www.marmara.com

0892 161 161

Turquie Week-end Happy Istanbul ***

229€*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus

Marmara
Droit au voyage

Nedim Gürsel, un écrivain entre deux langues



Nedim Gürsel

Nedim Gürsel, entretient un rapport intime avec ses deux langues d'écriture. Sa langue maternelle, la langue turque, reste favorite pour envelopper ses fictions de l'atmosphère poétique que l'écrivain affectionne. Le français, langue rationnelle qui sert fidèlement ses essais, langue des premiers émois, s'imisce parfois entre les mots de la langue maternelle. Sans aucune confusion, l'écrivain valse avec les deux langues, exaltant leurs richesses respectives et compensant habilement les faiblesses de chacune.

Vous utilisez toujours la langue turque pour vos écrits de fiction et plus fréquemment la langue française pour vos essais. Pourquoi ?

Je suis resté très attaché à ma langue maternelle. Je suis très sensible à ses sonorités et, dans ma prose, j'essaie le plus souvent de créer une atmosphère poétique. Le turc me paraît une langue tout à fait convenable pour cela. Quant au français, il est tout à fait présent déjà dans ma vie quotidienne, mais aussi dans mon travail d'écrivain. Non seulement à travers mes essais, mais aussi l'environnement francophone dans lequel j'écris mes livres en turc a un impact sur la syntaxe, sur la construction de mes phrases. Je transpose cet impact un peu invisible de la structure du français dans les textes que j'écris en turc, et le français a sur moi une sorte d'impact plus indirect. Paris est devenue pour moi un lieu de travail, beaucoup plus que d'autres villes. Je n'irais pas jusqu'à dire comme Montaigne que Paris a fait de moi un Français, mais je dirais que Paris a fait de moi un écrivain.

Cette longue expérience, cette longue fréquentation du français y est peut-être pour quelque chose...

D'un autre côté, écrire en turc est parfois difficile car je suis loin de la langue vivante, de la chaleur de la langue, de la langue parlée dans la rue. Toutefois, cette distance présente peut-être un avantage : ma langue d'écriture est devenue une langue élaborée, même un peu académique. En turc il existe une grande différence entre la langue écrite et la langue parlée. Cette langue, quand vous la parlez, vous en êtes imprégné, et vous n'avez peut-être pas conscience de ses structures profondes. Il faut une distance, un éloignement, et aussi la fréquentation d'une autre culture, l'usage d'une autre langue, pour prendre conscience de cette structure profonde.

Quels traits de la langue turque l'éloignent vous a-t-il fait découvrir ?

En vivant en France, j'ai découvert par exemple que le turc permettait de construire de longues phrases, à la manière de Proust. Alors que si je vivais ici, si j'étais dans le bain, c'est à dire en contact quotidien avec la télévision et le mauvais usage du turc, notamment la langue parlée dans les rues d'Istanbul, qui a certes ses richesses et ses particularités, mais qui est à mon sens pauvre d'un point de vue littéraire, je n'en aurais peut-être pas autant pris conscience. En vivant loin de la langue, en l'étudiant, car j'ai aussi étudié la turcologie une fois chercheur au CNRS, je me suis intéressé aux racines de ma culture, de la culture turque. J'ai découvert des auteurs du treizième siècle. J'ai découvert, quand j'ai écrit *Le Roman du conquérant*, la prose du quatorzième siècle et celle des chroniqueurs ottomans, que j'ai un peu utilisée dans ce roman. Tout cela, je l'ai fait à Paris, dans les bibliothèques. C'est donc une sorte de travail universitaire et un peu académique qui m'a permis de mieux comprendre les structures profondes de la langue, de porter un regard extérieur sur le passé littéraire de mon pays. Cela dit, évidemment, j'essaie aussi d'être contemporain.

Les femmes, et l'érotisme sont très présents dans vos écrits. Selon vous, quelle est la langue idéale pour parler des femmes ?

L'érotisme est devenu une des composantes de mon écriture. J'ai écrit un recueil de

nouvelles qui s'appelle en français *Balcon sur la Méditerranée*, dont le fil conducteur est la sensualité. Dans chaque nouvelle, il y a un personnage féminin, et l'argument est l'amour vécu entre le narrateur et ce personnage féminin. Mais peut-être est-ce aussi le cas dans mes autres livres. J'ai écrit en turc toutes ces nouvelles mais, dans le même temps, la langue française et l'amour vont de pair pour moi. Quand je suis arrivé à Paris, au début des années 70 et me suis inscrit à la Sorbonne, je me suis retrouvé dans un vrai paradis de femmes. Moi qui venais de débarquer de Turquie, de ces années où

la sexualité était encore un tabou... Mes expériences érotiques étaient liées à ce moment-là à la langue française. Je n'ai pas eu pendant longtemps de petite amie

turque. À cette époque, l'érotisme était aussi pour moi une ouverture sur le monde.

Selon vous, où en est aujourd'hui la francophonie en Turquie ?

Selon moi, elle a perdu énormément de terrain. Au début du siècle dernier, et même dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'intelligensia ottomane avait comme référence la culture française. Les premiers romanciers turcs, comme Nahmut Kemal ou Ahmet Mital, ont pris comme modèle, pour écrire leurs romans – genre inexistant dans la tradition littéraire turque – le roman français. *Les Aventures de Télémaque*, de Fénelon, a été un des premiers livres français traduits en Turquie. Cela a continué, malgré l'influence américaine, de plus en plus présente après la Seconde Guerre mondiale, non seulement dans la politique de la Turquie mais aussi

dans sa culture. Mais la francophonie tenait bon. Quand j'ai appris le français au lycée de Galatasaray dans les années 70, la littérature française était beaucoup plus présente qu'elle ne l'est désormais. On lisait Sartre, Camus... C'étaient des monstres sacrés... Aragon, même si on ne le lisait pas beaucoup, on savait qui c'était, qu'il parlait de la résistance... Disons que pour l'élite de gauche, les intellectuels de gauche turcs, la francophonie, à travers les écrivains français et l'histoire récente de la France, restait

assez présente. Puis, il y a eu ce déferlement de l'anglais sur la planète entière, qui a fait que la francophonie a beaucoup reculé en Turquie comme dans tous les pays. À partir des années 60, avec l'émigration turque vers l'Allemagne, des rapports assez étroits avec ce pays et avec sa langue se sont établis, ce qui a aussi joué un rôle dans le recul de la francophonie en Turquie.

À la demande de votre éditeur, vous écrivez actuellement un ouvrage, voire un pamphlet, sur le rejet français de la candidature turque. À quoi attribuez vous ce rejet ?

Je crois que la cause profonde de ce rejet s'enracine dans l'imaginaire des Français. Il existe une étroite liaison avec la littérature. C'est le Grand Mamamouchi de Molière, c'est aussi ce que Voltaire écrit dans *Candide* sur Constantinople, où il n'a jamais mis les pieds, c'est Loti... J'essaie, dans la deuxième partie de ce livre, d'analyser ce regard que les écrivains français portent sur les Turcs, sur « l'autre ». Chez Loti, malgré un certain exotisme de pacotille, on trouve des choses intéressantes, il crée une atmosphère. Mais le regard qu'il porte sur la Turquie, c'est le regard de l'Occidental qui se contente de dire que ce pays de rêve, ce pays oriental par excellence, doit rester tel quel. Il est notamment contre le progrès.

D'autres écrivains ont très bien parlé de l'Empire ottoman. Louis Dardelle, par exemple, qui a publié deux ouvrages sur Soliman le Magnifique, se refuse à l'orientalisme facile. Il fait une sorte de transposition politique, avec peu de décors. Cela consiste plus en une transposition, comme l'a fait, dans son temps, Racine dans *Bajazet*. De grands écrivains français voyageurs ont parlé de la

Turquie. Par exemple Chateaubriand, Lamartine, de Nerval, Théophile Gautier. Mais ils ont su abandonner leur casquette d'écrivain pour la remplacer par celle du voyageur. Ils ont donc un peu le regard de gens qui rêvent de l'Orient, qui projettent leurs propres fantasmes sur cet Orient qui n'a jamais existé autre part que dans leur imaginaire. Derrière certaines prises de positions politiques, on se rend compte qu'en France l'image du Grand Turc est toujours présente et qu'elle continue à hanter l'imaginaire des Français.

« On lisait Sartre, Camus... C'étaient des monstres sacrés »

« Écrire en turc est parfois difficile car je suis loin de la langue vivante, de la chaleur de la langue »

Ce qu'on entend par « avant centre »



*Kemal Belgin

Pour ce numéro, j'ai souhaité consacrer mon article à l'une des plus importantes techniques du football : il s'agit de « l'avant centre » des Français et du « Santrfor » des Turcs. Pour le résumer et le définir, il s'agit du défenseur qui se trouve le plus loin. Si nous analysons le football dans le cadre d'une invention sportive anglaise, ce genre de joueur de défense a un passé de plus de 120 ans. Parce qu'il est inutile de trop se pencher sur le passé et en considérant les écrits d'aujourd'hui, nous devons écrire un article avec un contenu qui comporte un message. C'est pourquoi j'entre tout de suite dans le vif du sujet avec Eto'o...

Samuel Eto'o, le joueur camerounais de l'équipe de Barcelone en Espagne, est le joueur de fond le plus efficace, le plus demandé et celui qui motive son équipe comme il le faut. Eto'o utilise d'une façon formidable son agilité grâce à son corps d'athlète et à la souplesse de ses chevilles qui facilite les tirs au but. Ce footballeur ne se fatigue pas facilement et qui accomplit avec la même énergie les matchs du début jusqu'à la fin. Eto'o, qui court continuellement de droite à gauche et qui attaque sans cesse sur le terrain adverse est un joueur qui est aussi capable d'effectuer les passes nécessaires à son équipe et, qui plus est, réalise toutes sortes de tirs au but. Il est aussi très efficace pour les raisons citées plus haut en ce qui concerne les tirs de la tête et en hauteur. Eto'o est en ce moment le meilleur joueur, faisant les passes les plus

efficaces du monde et est sûrement l'arme la plus redoutable de Barcelone.

Sa blessure a créé dans l'équipe une sérieuse baisse de performance, les transferts de ballon sont chaotiques et l'on rencontre de plus en plus de tension sur le terrain. La défense n'est plus bien organisée et cela influence négativement le jeu de joueurs comme Ronaldinho, Deco et July.

Eto'o est le joueur de fond des temps modernes... On peut aussi mettre dans la même catégorie Hakan Sükür du Galatasaray qui est défini parfois comme le joueur pivot de l'arrière, et parfois comme le centre d'action. Ce joueur, tout comme Eto'o, prend les balles sur un terrain plus limité et avec moins d'effort et, de ce fait, invite souvent ses équipiers à l'attaque et, en plus, il fait de temps en temps le mur contre les passes au centre.

Ce genre de joueur se fait aussi un devoir de ramasser les ballons qui volent haut lorsque les équipes mettent la pression. Le Français Henry d'Arsenal et le Hollandais Van Nistelrooy du Real Madrid réunis constitueraient un exemple de ce type de joueur de fond. Tandis que Drogba de Chelsea est celui qui se rapproche le plus de Eto'o.

Le joueur de fond, c'est-à-dire l'avant centre, a une importance vitale dans le football. Les équipes qui ne possèdent pas ce type de joueur de fond, même en associant deux joueurs comme cité plus haut, pourront difficilement gagner des matchs sans compter sur un miracle. D'ailleurs, il est clair et net que le leader de la coupe d'Europe, le Galatasaray, donc une équipe turque, a gagné cette coupe grâce à son avant centre.

Le réchauffement de la Terre

À l'heure où les changements climatiques créés des débats dans l'actualité, nous avons voulu en savoir davantage sur ses causes et discuter du réchauffement planétaire avec le Professeur Cuma Bayat de l'Université de Beykent.



*Cuma Bayat

Comment se réchauffe l'atmosphère? Le Soleil est la source d'énergie qui influence le temps et les saisons. La surface de la Terre réfléchit 30 % des rayons du Soleil et en absorbe 70 %. Ensuite, les rayons, qui ont perdu

un peu de leur chaleur, retournent dans l'atmosphère. Pendant ce temps, les gaz CO₂, CH₄, CFC et N₂O, qui se trouvent dans l'atmosphère et que l'on appelle gaz à effet de serre, font obstacle à la chaleur qui devrait repartir dans l'atmosphère. Avec ce procédé, la chaleur est emprisonnée dans l'air et, donc, le temps se réchauffe. Les gaz à effet de serre naturels empêchent l'équilibre des saisons alors que l'augmentation des gaz à effet de serre provoque surtout un emprisonnement de la chaleur. L'utilisation excessive des combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel,...) augmente aussi les gaz à effet de serre.

Qu'est-ce que l'effet de serre et quelles sont ses conséquences ?

Ceux qui ont des serres connaissent le système : en hiver, on fait chauffer un poêle avec beaucoup de fumées qu'on dirige vers la serre pour protéger les cultures du froid. On trouve une grande quantité de CO₂ dans cette fumée qu'on diffuse pendant la journée et qui empêche la serre de refroidir la nuit. C'est le

CO₂ qui se trouve dans la fumée qui garde la chaleur à l'intérieur. C'est pourquoi on appelle ce gaz, un gaz à effet de serre. Si l'on transpose le procédé dans une dimension planétaire, avec la combustion de combustibles fossiles, c'est-à-dire avec la fumée des cheminées de chaudières, d'usines, des pots d'échappement et avec le CO₂ qu'ils produisent, la chaleur qui est envoyée sur la Terre par le Soleil reste emprisonnée et provoque donc l'augmentation de la température mondiale.

Quand l'industrialisation s'est-elle accélérée? Pourquoi l'industrie réchauffe-t-elle la planète ? L'industrialisation se répand d'une façon considérable depuis ces 30 dernières années. En conséquence, les véhicules qui facilitent la vie des individus ont augmenté et les transports aériens, navals et routiers, les réfrigérateurs et les téléviseurs sont maintenant des éléments incontournables des populations. Or des combustibles fossiles sont utilisés pour la production de ces produits, qui vont plus tard produire aussi du CO₂ et l'utilisation du pétrole répand les gaz comme le CO₂, CO, HC ou CH₄ dans l'atmosphère.

Le Soleil ne joue-t-il aucun rôle dans ce réchauffement ?

Le Soleil est notre seule source de chaleur sur Terre et la chaleur de l'atmosphère a augmenté de 0,6 degré en un siècle. En parallèle à cela, les scientifiques qui analysent le ciel, les météorologues et les ingénieurs en environnement font beaucoup de recherches sur ce sujet. Nous savons que la Terre se réchauffe et se refroidit périodiquement et que, ces 60 dernières années, les explosions magnétiques du Soleil ont réchauffé l'atmosphère. Mais nous savons aussi que ces explosions solaires n'ont pas augmenté ces dernières 20 années. Comme le réchauffement continue, il faut donc chercher la raison autre part, et c'est là qu'intervient l'effet de serre.

Sur Terre, une grande partie de l'eau se trouve sous forme de glace au pôles Nord et Sud.

Avec le réchauffement, ces glaces risquent de fondre et de provoquer l'augmentation du niveau des eaux. En conséquence, les villes en bord de mer comme Istanbul risquent de se noyer sous l'eau. Ceci est très probable, vu la vitesse à laquelle le réchauffement progresse. D'un autre côté, les saisons vont subir des changements climatiques qui vont déstabiliser les équilibres naturels et provoquer des catastrophes. Par exemple, les arbres fruitiers bourgeonneront trop tôt et les animaux qui hibernent ne dormiront plus.

Que font les États du monde à ce sujet ?

Les politiciens qui croient partiellement à ce danger se sont réunis sous la direction des Nations unies en 1995, à Kyoto, et ont cherché des solutions. Ils ont signé le protocole de Kyoto, ce dernier exigeant le contrôle des émissions de CO₂. D'ailleurs, ils avaient décidé de diminuer l'émission de 10 % par rapport à l'année 1990. Mais les États-Unis, qui produisent le plus de CO₂, n'ont pas signé ce protocole. Le 1er janvier 2007, L'Union européenne a décidé d'exécuter ce protocole et a examiné de près 12000 usines qui représentent 50 % des émissions de ce gaz en Europe, pour faire diminuer leurs rejets de CO₂. Selon les résultats de ces analyses, la plus grande partie de ces usines devraient bientôt être fermées.

L'émission de ces gaz est de : 19 tonnes par personne pour les États-Unis, 8 tonnes pour l'Europe et 3 tonnes pour la Turquie. D'après ces valeurs, les États-Unis sont presque les seuls responsables du réchauffement de la Terre et continuent à refuser de signer le protocole de Kyoto pour éviter de payer les dépenses qui en résulteraient. L'Union européenne a décidé de s'activer pour diminuer ses émissions, mettant en avant son respect de l'environnement. Si l'UE arrive à exécuter ses décisions, l'émission de CO₂ aura diminué de 9 % d'ici 2020, par rapport à l'année 1995.



Comment peut-on contrôler l'émission de CO₂ ? Les usines ne vont-elles pas être trop affectées ?

La consommation d'énergie se fait grâce aux combustibles fossiles. L'énergie électrique utilise le pétrole et le charbon. La Turquie aussi possède des centrales thermiques qui reposent sur la consommation de charbon. L'application du protocole de Kyoto va sûrement demander la fermeture de ces usines et si la Turquie exécute le protocole de Kyoto, beaucoup d'usines vont devoir mettre la clé sous la porte.

Quelle est la solution ?

Il faut commencer par remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables (comme le vent, l'eau) ou utiliser l'énergie nucléaire si cela ne suffit pas. L'hémisphère Nord de la planète est responsable de la plus grande partie de l'émission de ce gaz et l'Europe a débuté le commerce des quotas de gaz à effet de serre depuis le 1er janvier 2005 et les entreprises vont acheter et vendre ces quotas pour pouvoir polluer légalement. La Turquie a signé le protocole de Kyoto mais ne l'a pas encore approuvé, alors que l'industrie va cesser en Turquie. Le protocole de Kyoto va demander de l'argent en proportion des tonnages émis et de la population, aux pays dont les rejets de gaz à effet de serre sont les plus élevés et cette décision dérange évidemment les États-Unis. De ce fait, le protocole n'a toujours pas commencé à être appliqué strictement. En résumé, le réchauffement de la planète continue et prépare notre fin. Si nous ne prenons aucune mesure, d'ici 30 à 40 ans, tous les humains vont devoir payer la facture du déséquilibre écologique.

*Prof. Dr. Cuma BAYAT
Président de l'Université de Beykent

Présidentielle 2007 : janvier, clarification ou confusion ?



*Dr Olivier Buirette

Janvier 2007, nous sommes à trois mois et demi de la présidentielle mais pas forcément dans une situation éclaircie par rapport à celle que nous avions à l'automne 2006, date du début d'une campagne que l'histoire retiendra sans aucun doute comme ayant été une des plus médiatisées de notre histoire.

Du côté de la majorité présidentielle, le forum démocratique mis en place par l'UMP a fini par voir la principale contestataire du ministre de l'Intérieur, Michelle Alliot-Marie, quitter finalement le débat et renoncer à sa candidature.

Les multiples propositions pour l'avenir émanant de l'Élysée lors des cérémonies des vœux sont parfois bien éloignées de celles de l'état-major de campagne de Nicolas Sarkozy, ne pouvant qu'ajouter à la confusion et donc par conséquent troubler la situation au sein de la majorité dans le cadre de cette présidentielle.

Il est manifeste que l'enjeu des semaines à venir résidera, du côté de la majorité, dans la capacité de Nicolas Sarkozy à consolider sa désignation si fulgurante. Ceci impliquera peut-être son départ du gouvernement et on pourrait même aller jusqu'à dire que ce départ serait logique afin de se détacher de l'action que le chef de l'État entend mener

jusqu'au bout, notamment la réunion du Congrès à Versailles d'ici au 22 février pour des modifications de la Constitution dont l'introduction dans celle-ci de l'abolition de la peine de mort.

En effet, on se rappellera que ni Jospin (candidat et Premier ministre en 2002) et encore moins Chirac (candidat aussi en 2002) n'avaient quitté leur poste. C'est dans doute de ce dilemme que pourra émerger ou non la force d'action qui mènerait le ministre de l'Intérieur à la victoire.

Tout le dosage sera en effet pour le candidat-président de l'UMP de trouver un équilibre entre conserver le meilleur du bilan des gouvernements Raffarin et Villepin, tout en se démarquant d'un président de la République qui, au moment où j'écris cet article (17 janvier 2007), ne s'est pas encore déclaré et qui, de toute manière, déclarera sans doute très tard ses intentions.

Que penser alors de tout cela si ce n'est que l'unité de la majorité est évidemment une façade et que l'on ne peut pas oublier le ralliement de Sarkozy à la candidature d'Édouard Balladur (alors Premier ministre) lors de la présidentielle de 1995. En politique – et l'historien le sait bien – les rancunes sont parfois tenaces et, même si souvent le pragmatisme triomphe, on n'oublie jamais rien.

François Mitterrand n'avait pas vraiment soutenu Lionel Jospin en 1995 et on se sou-

viendra du ralliement massif de ses proches au candidat Chirac, alors porteur du thème de la fracture sociale. Chirac s'il n'est pas candidat, soutiendra-t-il en sous-main Ségolène Royal ? Pourquoi pas ? Certains des thèmes que celle-ci développe pourraient bien séduire ce Corrèzien qui a toujours été un gaulliste et un homme de droite en dehors des normes classiques.

Finalement, depuis l'automne dernier, peu de choses ont changé : Ségolène Royal, comme on pouvait largement l'envisager dès septembre, est bel et bien devenue la candidate du Parti Socialiste et Nicolas Sarkozy est désormais celui de l'UMP. Une chose a cependant changé, ce sont les données concernant les autres candidats : il est relativement probable que l'absence de candidature unique anti-libérale renforcera la position de Ségolène Royal et lui donnera une réserve de voix relativement importante pour le second tour.

À droite, le problème éternel reste le cas de la candidature de Jean-Marie Le Pen ; toutefois je ne pense pas que, cette fois-ci, celui-ci se trouvera au second tour, ne serait-ce que parce que le discours très musclé de droite de Nicolas Sarkozy l'affaiblira plus que la position très affaiblie de Chirac au premier tour de la présidentielle de 2002. Toutefois, la prise de poids progressive des intentions de vote pour le président de l'UDF, François Bayrou, risque de diminuer

les réserves d'électeurs pour le président de l'UMP au second tour.

Dans tous les cas de figure, en cette fin janvier 2007, nous pouvons noter que nous sommes bien en présence d'une campagne qui, en effet, sera courte et qui n'a pas fini de nous surprendre par des coups de théâtre divers. On retiendra en tout cas le très beau débat démocratique qu'a pu montrer le PS lors de ses primaires, un dispositif que l'UMP aura eu, on l'a vu, du mal à conduire, le système de primaire n'étant pas dans la « culture » du mouvement gaulliste, comme on le sait et comme cela a été rappelé.

Tout cela fait du scrutin d'avril et mai 2007 une élection présidentielle ouverte, les deux candidats qui sont susceptibles de l'emporter proposent deux modèles d'avenir aux Français, le choix sera là.

En historien, j'aurais tendance à penser que l'alternance politique droite-gauche jouera lors de cette présidentielle, ce qui est finalement classique, surtout après une période de cinq années de pouvoir de droite ininterrompu avec les succès mais aussi les échecs que l'on sait (CPE, crise des banlieues, affaire Clearstream etc.), mais je pense aussi qu'après les précédentes élections (2002, 1995, 1988, 1981...), celles-ci seront peut-être les plus surprenantes de notre histoire. Réponse dans quelques semaines.

*Dr Olivier Buirette
(Historien, Paris III Sorbonne-Nouvelle)

La démocratisation de l'Asie centrale et de l'Ouzbékistan



*Haydar Çakmak

Les notions de « démocratie » et de « droits de l'homme » constituent l'outil indispensable des Occidentaux, surtout des États-Unis, dans leur combat universel pour le pouvoir en Asie et en Asie centrale. Ces deux principes, qui sont indispensables pour les relations entre l'Occident et ces territoires, représentent aussi une épée de Damoclès sur ces mêmes territoires. Compte tenu de cela, ces pays essaient d'ajouter des changements dans un cadre politique. C'est ce qu'on appelle la révolution bleue, mauve, orange ou encore la révolution des tulipes, des jacinthes, des violettes...

Pourtant, nous savons que la démocratisation est un long processus et que cela demande un arrière-plan, un vécu et une expérience politiques, économiques et culturels. Dans les États de l'Asie centrale, qui ont fêté le quinzième anniversaire de leur indépendance, il est clair que ce processus se réalise avec des montées et des descentes. Les événements de 2005 au Kirghizistan et en Ouzbékistan sont deux exemples qui montrent que ce processus est vécu très violemment. Ces événements sont le fruit des interventions extérieures et le résultat de l'importation forcée de la « démocratie » qui continue encore aujourd'hui.

Le Kirghizistan n'a pas réussi à atteindre la stabilité désirée ; après Akayev, il y a encore, dans le pays, une vacance du pouvoir et une ambiance chaotique. D'un autre côté, pendant la période d'Akayev, le développe-

ment démocratique propre au Kirghizistan et réalisé à partir des conditions et dynamiques internes du pays a été arrêté et tous les groupes radicaux, y compris le Hizb ut-Tahrir et les missionnaires, ont profité de ce manque d'autorité.

Cette carence, manifeste dans le sud, s'étend petit à petit vers le nord du pays : de jeunes chômeurs sont prêts à poser leur tente devant le palais présidentiel et, si nécessaire, à prendre des coups de matraque par les policiers, pour une somme qui va de 10 à 100 dollars en tant que volontaires de la démocratie (!). Il est évident que cette situation n'était pas souhaitée par les leaders politiques actuels, mais il semble que la situation soit devenue incontrôlable. L'élite politique kirghize, qui oscille entre la Russie et les États-Unis et qui se laisse aussi doucement influencer par la Chine, n'a pas une conduite montrant une grande volonté nationale.

L'Ouzbékistan qui s'est vu emporté dans un courant le menant vers une révolution colorée après le Kirghizistan, a vécu les prémices du mouvement en mai 2005 à Andican. Par la conduite résolue de l'administration de Kerimov, la révolte s'est conclue par un échec. Le but des insurgés était clair : porter un coup définitif au processus de démocratisation de l'Ouzbékistan. Mais cela n'a pas marché comme voulu et, par la suite, on a été témoin d'une campagne bien organisée visant à noircir les gouvernants déterminés à poursuivre leur conduite et notamment Kerimov, qui était en tête de la liste noire. Où en est-on désormais ?

Aujourd'hui, certains pays de l'UE, surtout l'Allemagne, essaient d'instaurer un nou-

veau dialogue avec l'Ouzbékistan, ce pays tenant une place importante dans la « nouvelle politique de l'Asie centrale » de l'UE, plusieurs de ces pays ne partageant pas les idées des États-Unis. Par ailleurs, la conduite déterminée de l'Ouzbékistan sert de modèle à d'autres pays d'Asie centrale et c'est pourquoi, l'UE et les États-Unis agissent avec beaucoup de prudence dans leurs relations avec le pays car ils ne veulent pas perdre totalement leur influence dans la région.

L'Ouzbékistan continue malgré tout à avancer dans le processus de démocratisation : le gouvernement ouzbek, qui souhaite une transition contrôlée et graduelle, veut avant tout défendre l'indépendance et l'unité de la région au cours de ce processus et, du fait des menaces perçues dans la région, la sécurité et la stabilité dans les relations internes et internationales sont parmi ses priorités. De cette manière, la transition judiciaire, démocratique, économique, sociale, culturelle et politique se fera progressivement.

Même si cette évolution ne se reflète pas dans les médias, il est clair que ce processus continue avec l'aide de tous les organismes et organisations du pays. Dans ce contexte, les changements structurels se font à grande vitesse avec tout d'abord les changements apportés à la Constitution aux niveaux législatif et technique. On peut donner l'exemple de changements qui vont avoir lieu dans les rôles des partis politiques, de l'effort réalisé pour plus de démocratisation dans le gouvernement de l'État et de l'instauration de nouvelles lois visant à la modernisation. Ces modifications vont être effectives à partir du 1er janvier 2008. D'après ces articles, l'État

ouzbek devrait donner plus de pouvoirs au Parlement sur les collectivités régionales. Par ailleurs, l'Ouzbékistan sera le premier des pays de la CEI à abolir la peine de mort, et cela dès 2008. L'Ouzbékistan continue aussi à travailler pour atteindre le multipartisme.

Il en résulte que la transition politique, allant vers plus de démocratie et de droits de l'homme dans la région de l'Asie centrale, continue encore aujourd'hui. Tandis que certains sont ouverts à des interventions extérieures, d'autres essaient d'installer la démocratie en partant de leurs politiques et de leurs valeurs nationales. L'Ouzbékistan, qui a montré un courage remarquable en supprimant les bases américaines situées sur son sol, reste à l'écart des interventions extérieures et continue son processus de démocratisation d'une façon libre et en contrôlant et en préservant les valeurs du peuple ouzbek.

Donner le temps nécessaire aux États d'Asie centrale comme l'Ouzbékistan apporterait aussi la paix dans la région et dans les relations internationales. L'Ouzbékistan tient une place importante parmi les républiques qui ont des racines turques, du fait de sa richesse culturelle, de ses ressources naturelles et de la force humaine moderne de sa population et la Turquie entretient des relations privilégiées avec ce pays frère. Les bases du rapprochement avec ces pays frères ont déjà été jetées par le destin : nous avons en effet une race, une histoire et une culture communes. Il ne nous reste plus qu'à attendre les gouvernants qui vont former un futur commun.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak
Professeur à l'Université de Gazi

Dole

La Passion du Fruit au service de la Communauté

everfresh

www.everfresh.com.tr

Marc Lévy : Libre et étranger pour toujours

(Suite de la page 1)



*Müge Gürs

Vous avez connu un succès fulgurant ces 7 dernières années et vous gardez tout de même la tête froide. Comment vivez-vous le succès ?

Je trouve que prendre la grosse tête est une perte de temps car c'est se priver d'un grand plaisir. Les gens qui manquent d'humilité m'ennuient profondément et il m'arrive d'en croiser beaucoup. Quand on vit les métiers du comédien, de l'écrivain, de l'acteur, on se rend compte que ce sont des métiers qui sont très privilégiés, même si ce ne sont pas des métiers faciles. Ils ont comme chaque métier, un côté très difficile, mais ceux qui les exercent sont des privilégiés. Il faut rester très

conscient et sur ses gardes, du fait qu'on n'a pas encore découvert un vaccin. Je trouve que la célébrité et la notoriété sont des choses qui ne veulent absolument rien dire, qui n'ont aucune valeur. On peut très bien être célèbre deux ans et puis plus du tout. Les gens qui sont très célèbres, qui sont pourchassés par leurs fans et qui sont obligés de vivre reclus du monde, c'est pour moi l'exemple le plus hilarant, car ils se disent « J'ai voulu être célèbre, c'est dommage pour moi. »

Pourtant, quand on entend votre nom, on se fait tout de suite une image de vous...

Vous savez, je marche très tranquillement dans la rue, personne ne me saute dessus. Vous pouvez être présentateur du journal de 20 heures ou avoir une quotidienne à la télévision et en même temps avoir une paix royale. Et vous pouvez voir des gens du Loft qui ne peuvent pas marcher dans la rue. Au festival de Cannes, une candidate de Loft Story descendait d'une voiture et la foule hurlait d'une façon hystérique tandis que, derrière elle, Sydney Poitier marchait sur la Croisette et personne ne lui prêtait aucune attention. Le succès est le produit de deux choses: le travail et la générosité des gens qui ont accepté de bien vouloir vous consacrer leur temps pour aller vous voir, vous

entendre ou lire vos bouquins. C'est vraiment dommage de perdre l'humilité face à cela.

On a d'un côté un Marc Lévy architecte anonyme qui a vécu 40 ans et l'autre célèbre qui vient de commencer sa vie littéraire. Comment s'est fait ce changement ? Peut-on dire que vous avez vécu un vrai tournant à la moitié de votre vie ?

Que Dieu vous entende ! Je n'ai pas eu deux vies, j'en ai eu quatre. J'ai vécu les années Croix Rouge, qui étaient très particulières en termes d'adrénaline. Après, ce furent mes années américaines quand je suis partie vivre aux États-Unis pour lancer mon agence d'architecte. Cela a été quelque chose de vraiment particulier. Avoir 24 ans et être entrepreneur dans la Silicon

Valley au moment où on avait trois chaînes de télévisions en France n'est pas évident. Après, j'ai connu la perte de mon entreprise et les années chantiers; il fallait bien manger alors j'ai recommencé sur les chantiers. Et après les années de chantiers, il y a eu l'écriture. Alors, si vous voulez opposer les années anonymes et les années nonymes... Eh bien je ne le vis pas du tout, aussi étrange que cela puisse paraître, je vis totalement anonyme dans

ma tête. Je vis en Angleterre, dans une ville où je ne suis pas connu, et même mon facteur ne sait pas ce que fais. Certes, quand je prends l'Eurostar pour dire bonjour à mes parents, l'hôtesse me dit « M. Lévy comment allez-vous ? »

Vous avez dit, lors de la conférence donnée à l'Institut français d'Istanbul, que vous vouliez rester un étranger. Vous habitez Londres aujourd'hui, comptez vous la quitter si vous ne vous y sentez plus étranger ?

Oui. Je partirai. C'est une volonté de liberté... Plus encore qu'une volonté, c'est un amour fou de la liberté. J'aime

vraiment ça, mais il paraît que ça se calme en vieillissant. Je crois que ça va se calmer le jour où je vais trouver un endroit. J'ai ce rêve quasi obsessionnel, qui est de me dire : « Un jour en voyageant, tu vas tomber sur ta maison. » Le rêve de toute ma vie, c'était de vivre au bord de l'eau, parce que j'ai grandi au bord de l'eau et j'aime l'eau. Et un jour, je sais que je vais dire « Ah...c'était donc ici. » Et c'est là que je cesserai d'être un étranger pour appartenir à cette terre.

Vos titres comportent souvent « trois petits points » ou des « points d'interrogation »...

Le prochain s'appelle « Les enfants de la liberté ». Vous savez, j'ai une vision de la lecture, qui est l'une des obligations du roman, c'est de respecter la liberté du lecteur. Chez moi, jamais un personnage n'est décrit, je n'ai jamais dit, dans « Et si c'était vrai », si Lauren était blonde ou si elle avait les yeux bleus ou marron. Le jour où un journaliste m'a soutenu devant les caméras que j'avais écrit qu'elle avait les yeux bleus, j'ai été très ravi de lui dire que je ne l'avais pas écrit. Mais j'étais très heureux qu'il la voie blonde aux yeux bleus. Parce que cela voulait dire que j'avais fait mon travail d'auteur.

L'aviez-vous imaginée blonde aux yeux bleus ?

Je ne vous dirai pas comment je l'ai imaginée car si je vous le dis et que vous le publiez, j'aurai trahi la liberté de mes lecteurs. Dans un livre, j'aime être libre de m'imaginer les choses. Donc, il faut que je puisse

déclencher l'imaginaire et ne pas forcer le lecteur à le visualiser. C'est une humilité vis-à-vis du lecteur. En choisissant mes titres, j'essaie d'y cacher l'histoire car suggérer signifie, pour moi, respecter l'autre.

Récemment, votre livre « La prochaine fois... » a été traduit en turc. Le personnage principal, Jonathan, part à la recherche de peintures –inconnues du public– de son peintre préféré Radskin.

C'est une vraie passion qui est peut-être encore bien plus forte que l'amour. Comment vivez-vous votre passion littéraire ?

Ça fait beaucoup plus mal que l'amour en tout cas. Ma passion, je la vis, à vrai dire,



assez paisiblement et, d'ailleurs, je ne la vis que 6 ou 7 mois par an car si j'écrivais plus de 6 mois, je pense que je ne vivrais pas. Je passe trop de temps dans l'écriture quand j'écris. Comme je la vis pleinement, il m'arrive de ne pas sortir de chez moi pendant cinq jours. À ces moments-là heureusement que mon entourage est là pour me dire de sortir.

Propos recueillis par Müge Gürs

Si je vous dis...

Liberté : Essentielle

Le conditionnel : Espoir

Le temps : Une étrange dimension

L'amour : La plus grande aventure de l'homme

La femme : La compagne de la plus grande aventure humaine

L'enfance : Précieuse et fragile

Demain : Le plus longtemps possible

Le destin : Une présence qui se respecte et, si on a su être digne de sa liberté, alors face à lui on a encore son mot à dire.

Le succès : Subjectif

Le rêve : Le carburant de l'âme.

La France : Mon pays

La Turquie : Le pays de mon grand-père.

L'adhésion de la Turquie à l'Union représente un enjeu géopolitique majeur

(Suite de la page 1)

Selon vous, l'adhésion de la Turquie à l'UE représente-t-elle un enjeu pour l'Union ? Si oui, lequel ?

L'adhésion de la Turquie à l'Union représente effectivement un enjeu géopolitique majeur. La Turquie est un État musulman et démocratique, pilier de la stabilité au Moyen-Orient. Son entrée dans l'Union représenterait le moyen pour cette dernière d'orienter davantage sa politique extérieure vers cette région hautement stratégique. Par ailleurs, il s'agit d'une occasion unique de démontrer qu'islam et démocratie ne sont pas incompatibles et de contribuer à une évolution favorable

de l'attitude du monde musulman envers l'Europe.

Vous dites : « À un moment donné, le processus d'élargissement touchera à sa fin, mais conclure ce processus sans admettre la Turquie serait une grave erreur ». Pourquoi ?

Parce qu'admettre la Turquie au sein de l'UE va dans le sens de l'évolution multiculturelle de la société européenne, dans le sens de nos intérêts et dans le sens des objectifs de l'Union!

Laisser la Turquie de côté au motif que l'UE est une communauté chrétienne serait une grossière erreur alors qu'au moins 15 millions d'Européens sont musulmans et que la religion n'a jamais fait partie des critères d'adhésion à l'Union. Ne pas saisir la chance d'avoir l'État turc à nos côtés serait irresponsable alors que l'UE se doit

de travailler à son rayonnement politique et économique international.

Ne pas saisir la chance d'avoir l'État turc à nos côtés serait irresponsable alors que l'UE se doit de travailler à son rayonnement politique et économique international

Que diriez-vous à ceux qui prétendent que l'expansion géographique de l'UE ne peut se poursuivre qu'aux dépens d'un approfondissement de la coopération politique ?

Je leur dirais simplement que le plus gros élargissement réalisé jusqu'aujourd'hui a été un succès et non pas la catastrophe annoncée par les Cassandre, et que la question du fonctionnement de l'Union doit effectivement être abordée dans l'immédiat pour améliorer la situation, mais qu'il s'agit d'un problème distinct de sa capacité d'absorption.

Propos recueillis par Mireille Sadège

La ligne sensible qui sépare le partial de l'impartial



Hüseyin Latif

Mustafa Kemal Atatürk avait vécu les mêmes difficultés lors de la Révolution et d'ailleurs bien avant cette période. Lorsqu'il avait décidé de construire un État indépendant après la chute de l'État qui était alors sous occupation, il avait déjà réfléchi longuement sur la forme qu'allait prendre cet État.

Dans le ferry « Bandirma » qui allait d'Istanbul à Samsun du 16 au 19 mai 1919, et pendant les préparatifs des congrès d'Erzurum du 23 juillet au 5 août et de Sivas du 4 au 11 septembre 1919, il planifiait petit à petit cet État moderne et autonome. Il avait travaillé sans concession dans une même lignée avec ses collègues de travail de la guerre d'Indépendance et de Lausanne. Quelle était la direction ? Pourquoi cette destination ?

Nous avons pu avoir nos réponses après la guerre d'Indépendance, après le traité de Lausanne et immédiatement dans la période allant jusqu'à 1938 ; un État moderne et autonome. Nous allons essayer de transposer la structure de cet État moderne et autonome après l'avoir analysé rapidement. Ainsi, nous verrons ce qu'est et ce que n'est pas l'Ataturquisme, s'il est toujours viable ou non. L'État moderne et autonome a pris forme avec la Révolution française de 1789. L'État français, qui possède aujourd'hui les structures les plus modernes du monde, a réussi à préserver sa forme la plus novatrice, ouverte aux discussions et qui est la plus libre, malgré toutes les phases qu'il a connues.

Vous vous demandez sûrement d'où vient la source de cette modernité... Cette modernité vient de l'ouverture d'esprit de l'État en ce qui concerne les critiques gouvernementales et venant du peuple, de l'opinion publique et de la presse. L'autonomie, pour sa part, vient du pouvoir de décision de l'État en ce qui concerne les

questions nationales et internationales. L'État français possède un président qui ne s'éloigne pas du peuple et qui est choisi par un système basé sur la majorité (ce système d'élection, basé sur un scrutin à deux tours, ne s'éloigne pas des fondements philosophiques qui sont les raisons de la création et de la continuité de l'État et n'envisage aucune concession sur ces fondements) et se focalise essentiellement sur les intérêts de son État autonome, sans favoriser les intérêts de quelconques groupes ou d'organisations internationales dans les relations extérieures. C'est de cette France moderne, forte et impartiale que je parle.

Ce dernier adjectif est tout à fait juste car la France est partielle dans son camp, partielle en ce qui concerne les traités qu'elle a signés et encore une fois partielle à l'égard des États tiers. Ce que je veux dire par là est ceci : lorsqu'elle dit qu'elle est impartiale, elle est en fait impartiale comme la Suisse, la Norvège ou l'Australie des années 60 à 80. Mais, elle est tout aussi partielle qu'impartiale lorsqu'il faut voter à l'ONU.

Afin que vous saisissiez cette ambiguïté relative aux notions, laissez moi vous dire que l'impartialité est en fait du côté de certains et qu'elle est fondamentalement et sans concessions en rapport avec deux raisons qui sont : leur intérêt national et leur raison d'exister. En d'autres termes, il existe une ligne très sensible et dangereuse qui sépare le partial de l'impartial. Pour préserver son impartialité, il faut avoir un appui international, du pouvoir et de la respectabilité pour se faire entendre et faire accepter ses idées. La notion de pouvoir est donc aussi très importante. Le pouvoir de l'armée, de l'opinion publique, économique sur les plans national et international, et le pouvoir de sanction sont des facteurs qui augmentent l'écoute de la partie adverse. Toutes ces notions concrètes et abstraites peuvent être discutées

La paix... Nous sommes pour la paix et la sérénité, nous sommes donc partiaux. Voici une situation qui peut être discutée des heures et des heures : partial ou impartial ?

des heures. Passons à Mustafa Kemal avant de s'étendre plus. Mustafa Kemal avait-il du pouvoir, était-il universel ou partial ? Ou impartial ? Qui a écouté le fondateur de l'État moderne et autonome et comment ? Qu'est-ce qu'il avait dit ? Où sont les personnes dans le monde politique qui ont visité Atatürk et qui lui ont donné des idées ? Ils veulent que l'on décroche les portraits d'Atatürk des murs de nos bureaux officiels et de nos écoles et que l'on supprime son portrait de nos billets nationaux.

Pourquoi ? Car, le défenseur de la modernité et de l'indépendance a créé un État sur des valeurs philosophiques qui devançant la compréhension philosophique de l'époque. Quels sont les fondements de cet État ? Qu'il soit moderne, autonome, impartial, laïc, ... Dans ses institutions... Séparer les affaires d'État et de religion...

Le Parlement... Comme améliorer la communication et la littérature, le 3 novembre 1928 avec la Révolution de l'alphabet afin de faciliter la compréhension d'une plus grande majorité...

Avec la création d'administrations permanentes, en écartant les groupes partiaux de l'État et en étant impartial...

Un État qui a du pouvoir, qui est impartial envers les personnes qu'il dirige ou sur lesquelles il fait pression, en étant juste, neutre et impartial en ce qui concerne la religion et l'origine...

Mais d'un autre côté, partial. Il est partial lorsqu'il s'agit de préserver l'impartialité en ce qui concerne les forces armées, les administrations et le respect des points de vue et des différences de façon de vivre de ses citoyens. Être partial seulement pour défendre nos intérêts dans un cadre international.

On peut appeler cela la politique de considération.

Tout cela avait déjà été formulé par le grand leader : « Paix dans la Patrie, paix dans le monde »

Cette phrase se forme de 3 mots, le mot « paix » se répète deux fois.

Une politique d'État sur laquelle on peut écrire dix mille pages. La base d'une philosophie, « Paix dans la Patrie, paix dans le monde ».

Est-ce encore applicable ? Est-ce démodé ? Il y a là des idées de volonté, d'excitation et d'espoir, même si cela fait 83 ans que la République est née.

La paix... Nous sommes pour la paix et la sérénité, nous sommes donc partiaux.

Voici une situation qui peut être discutée des heures et des heures : partial ou impartial ? Et le grand leader avait compris cela il y a 83 années.

Vous allez me dire que je suis hors sujet et qu'on devait parler d'Atatürk et de l'Occident.

Laissez-moi vous expliquer : la science, la beauté, la modernité, la sérénité, la paix... Toutes ses notions sont universelles. Ce sont des termes universels qui ont puisé leur source parfois dans l'Occident et parfois dans l'Orient.

Mais à cause de certaines raisons (socio-économiques) le temps et le pouvoir se sont greffés sur ces notions. Il est arrivé des moments où l'on avait oublié l'effet, voire l'existence de ces mots.

En tenant compte de tout ce que j'ai cité ci-dessus, nous pouvons considérer le meurtre de Hrant Dink comme une agression contre la paix qui régnait en Turquie, comme un complot. La Turquie est un tout avec ses musulmans, ses Arméniens, ses juifs, ses Grecs, ses Kurdes et ses Alévis. Nous sommes tous des citoyens de la République turque.

Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif

Enseignant à l'Université de Beykent

Docteur de l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III

Cocktail du Journal



Le 26 janvier 2007, notre journal a donné un cocktail de rencontre avec les membres du Comité de rédaction et ainsi que les invités d'honneurs à l'Hôtel Armada. Les invités d'honneur notre Ambassadeur à Paris M. Osman Korutürk, notre Ambassadeur à Madrid Ender Arat et le Doyen de l'Université de Beykent Cuma Bayat qui n'ont pas pu participer à la soirée pour des raisons professionnelles nous ont transmis leur message de bonne continuation. Le journal les remercie ainsi que toutes les personnes qui ont participé à cette soirée.

ZUC-ER OFSET

ZUC-ER OFSET

Le maître de l'imprimerie

+90 212 629 03 15 ISTANBUL
info@ucerofset.com

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

Entre identité nationale et appartenance européenne



Gaye Petek

Pour la directrice de l'Association franco-turque ELELE, Gaye Petek, il est impératif de déterminer la notion de l'identité nationale. S'agit-il d'une identité mythique d'un pays quitté il y a 40 ans ou jamais habité, ou bien de celle du pays dans lequel on habite ? Il ne s'agit pas d'abandonner la culture d'origine mais d'arriver plutôt à un métissage harmonieux entre ses cultures.

Elele organise un colloque portant sur les questions identitaires des populations originaires de Turquie en Europe. Ma question : pourquoi ce débat et quel sera son objectif ?

L'objectif est de mieux comprendre les mécanismes identitaires des populations turques dans tous les pays européens, notamment en France. Car on sait que lors des négociations pour l'entrée de la Turquie dans l'UE, les 5 millions d'immigrés turcs vivant en Europe ont un poids important en termes de visibilité et de crédibilité de l'image de la Turquie moderne, démocratique et républicaine.

Alors, au sein d'Elele et grâce à notre expérience du terrain concernant le phénomène migratoire, nous interrogeons sur la posture de ces familles, d'une part la première génération et d'autre part leurs enfants devenus citoyens de divers pays européens.

Pourquoi ? Car nous observons dans la première génération de cette population immigrée un phénomène de repli communautaire

de plus en plus évident. Je n'aurais pas dit cela dans les années 70, à l'époque où j'ai commencé à accueillir ces immigrés. En effet, les premières populations ne donnaient pas l'image d'une population enfermée. Certes, ils avaient des problèmes de langue et d'insertion sociale, mais c'étaient des gens tout à fait prometteurs dans leur démarche d'intégration future. Ainsi, au bout de 30 ans, nous avons affaire à une population parlant mal la langue et tissant mal des liens avec son environnement.

Voyons maintenant la seconde génération, les enfants de cette population immigrée, (60 % des Turcs de France sont nés en France et ont la nationalité française). Parmi cette population, nous constatons, certes, de très bons exemples de réussite mais, malheureusement, ils ne sont pas nombreux. Récemment, un article a été publié dans le journal Hürriyet faisant référence à une étude réalisée par le Centre Faruk Sen en Allemagne : on pouvait y lire que 30 000 jeunes font un parcours extraordinaire à l'Université, dont 48 % de femmes. Mais 30 000 universitaire sur une population de 2 300 000 n'est pas un chiffre tellement réjouissant.

Parmi les jeunes scolarisés en France, le taux d'échec reste important. En 2005, a été menée une enquête de l'Éducation nationale française sur les capacités d'entrée au lycée général d'enfants issus du même milieu social, selon qu'ils étaient Français ou issus de l'immigration. D'après les résultats de cette enquête, on s'aperçoit que les enfants venus de l'immigration maghrébine sont plus performants que les enfants franco-français. Les premiers qui viennent en tête de la liste de réussite sont les Asiatiques, puis les Maghrébins suivis par les Français et, en queue de peloton, viennent les Turcs. Cela révèle que, dans l'éducation en France, les enfants turcs ont moins de chance ou de probabilité d'accéder aux études en lycée général.

Quant à leur posture identitaire, on est dans le flou et c'est la raison pour laquelle nous organisons ce colloque. Ces jeunes ont des familles qui, au bout de 30 ans, se considèrent encore comme des expatriés et pour qui mieux vaut laisser la société France à la porte de l'école et organiser la vie de leurs enfants à travers leur mariage, leur choix de carrière ou leur choix éducatif. Aussi, nous sommes face à des individus qui ne sont pas

libres face à leur construction identitaire. Alors, au moment où l'on s'interroge sur la place de la Turquie en Europe, sur l'évolution de la société turque et la situation des jeunes issus de l'immigration, grâce à ce colloque, nous cherchons à connaître un peu plus ces mécanismes d'identification chez ces jeunes et voir, dans cette identification personnelle qu'ils donnent d'eux, quelle est la part d'appartenance nationale, qu'elle soit turque ou par rapport à la citoyenneté du pays d'accueil dans lequel ils vivent et, en termes d'avenir, quel est leur concept d'une citoyenneté européenne. Notre interrogation part d'une constatation non pas alarmante mais je dirais parfois un peu pessimiste et je rappelle qu'il nous semble que dans l'adhésion de la Turquie à l'UE, ces populations vivant en Europe ont un rôle éminemment considérable.

Quelle relation les immigrés originaires de Turquie, mais surtout leurs enfants, entretiennent-ils avec les divers pays européens dans lesquels ils sont installés ?

Vous savez qu'à l'heure actuelle il existe un débat portant sur les manquements aux principes d'égalités en France à l'égard des jeunes issus de l'immigration. Nous savons qu'il y a de la discrimination dans ce pays et c'est pourquoi une Haute Autorité de lutte contre la discrimination a été mise en place et que l'on parle de plus en plus de l'égalité des chances – il y a même un ministre qui y veille – et des politiques menées afin de corriger les manquements à ces égalités qui forment les principes et l'éthique même de ce pays. Dans ce contexte-là, il me semble que les jeunes issus de l'immigration turque en France sont beaucoup moins défavorisés que les jeunes « beurs ». En effet, la question coloniale avec les pays d'Afrique et du Maghreb notamment l'immigration massive de ces populations en France, leurs conditions d'accueil et surtout la guerre d'Algérie font que ces jeunes vivent une discrimination de la part de la société française et, se sentant des citoyens de second degré, manifestent très fortement leur mécontentement. Alors que les jeunes Turcs n'ont pas ce handicap, cette visibilité historique conflictuelle. De plus, ils viennent de familles où un certains nombre de valeurs leurs sont inculquées, comme la politesse, la déférence... ce sont des jeunes qui se présentent bien. Certes, eux

aussi font l'objet de discriminations, nous les entendons souvent dire qu'ils n'ont pas été embauchés ou n'ont pas eu de logement en raison de leur origine, mais ils sont beaucoup moins nombreux que les Maghrébins.

Seulement le problème est que ces jeunes sont dans l'incapacité à se situer identitairement. Quand ils se présentent face à la société dont ils sont censés être citoyens, ils sont tantôt Français, tantôt Turcs, mais rien n'est harmonieux. Par ailleurs, pour ces jeunes, se positionner face aux phénomènes politiques et sociaux avec un drapeau turc, c'est afficher une identité étrangère, or ils ne sont pas étrangers.

Peut-on alors dire que les débats, souvent convenus, portant sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE, crispent cette population ?

Bien sûr. Dans tous les débats comme la question arménienne ou autres, lorsque les Turcs de France ont quelque chose à dire aux responsables politiques, ils le disent en tant que Turcs et non Français, ce qui revient à dire qu'ils les interrogent en tant qu'étrangers et c'est cela qui est terrible. Mais le jour où ils se présenteront en tant que Français, comme les Arméniens savent le faire, et diront aux parlementaires français : « Monsieur le député, vous êtes aussi mon député, je vote ou non pour vous mais j'ai des choses à vous dire et il y a certaines choses que j'attends de vous. » Là, ils seront regardés et écoutés d'une autre manière. Donc, c'est un problème fondamental qu'il faut aborder et résoudre avec cette population issue de l'immigration turque en France.

Il y a tout de même de l'espoir puisque certains de ces jeunes vont se présenter aux élections municipales, mais ce ne sont que des balbutiements et il est impératif de continuer et d'amplifier nos efforts dans le sens d'une intégration réussie et participative de cette population française issue de l'immigration turque. La France, qui possède d'ailleurs le plus fort taux de naturalisation, reste le pays où l'intégration est le moins bien réussie, car la situation est différente en Belgique et en Allemagne, pays qui comptent des élus d'origine turque.

*Propos recueillis par
Mireille Sadège*

Encore une lumière qui s'est éteinte



*Miyyesser Saka

Je me suis figé, j'ai eu la chair de poule et je me suis dit : « Encore une lumière qui s'est éteinte. »

Ahmet Hakan sur la chaîne CNN : Hrant Dink, qui a déclaré un jour « Ne vivons plus jamais de différences,

de racismes. Moi qui essayais d'en sortir le cœur léger, j'ai ressenti un coup de massue. Je trouve que le plus grand crime dans ce monde est l'insulte faite à la Turquie », s'est fait assassiner en plein milieu de la rue en bas de l'immeuble de son journal.

Le coup de feu tiré sur Hrant Dink a été un coup de feu tiré sur la Turquie, c'est un crime contre l'humanité. Hrant Dink qui, depuis des jours, disait au monde entier : « Ils vont me tuer, je suis menacé » s'est fait assassiner en plein jour et le tueur s'en est allé tranquillement, comme si de rien n'était. Personne n'a vu le crime se commettre.

Dink, journaliste et écrivain, se battait pour la démocratie et la liberté d'expression, aimait passionnément les terres sur lesquelles il était né et le rappelait à chaque occasion.

Maintenant, tout le monde aura son mot à dire sur ce sujet et beaucoup de personnes et d'organisations vont utiliser cet assassinat pour leur propre intérêt. Pourtant, je pense que Hrant Dink, qui regardait le monde de ses yeux d'individu libre et démocrate, n'aurait pas voulu que ça se passe ainsi. Il savait, avec une peur de colombe, que la Turquie allait vivre un jour pareil. Il savait que les mêmes malfaiteurs aux mains ensanglantées allaient sonner à sa porte, tout comme ils l'ont déjà fait avec d'autres journalistes comme Ipekçi et Mumcu. Cela doit être la même chose que le sentiment qu'on éprouve lorsqu'on entend qu'il ne nous reste plus que 6 mois à vivre.

Savoir qu'un jour, tu vas franchir le pas de ta porte et qu'un lâche va te tirer trois coups de feu dans le dos, sans même que tu

aies eu le temps de lever les yeux au ciel, savoir que tu vas sombrer dans le noir sans jamais avoir éteint la lumière, que ton droit de vivre va disparaître avec les balles qui vont sortir de l'arme d'un traître. Ceci est un crime contre l'humanité et ne peut en aucun cas avoir une quelconque justification. Bien sûr, nous non plus, nous ne pouvons tolérer les crimes qui se produisent sous nos yeux.

Je m'adresse à toutes les mères et à tous les pères sur Terre : « N'élevez pas des enfants qui n'ont pas d'amour dans leur cœur. Faites que vos enfants soient des individus capables d'exprimer librement leurs opinions. Qu'ils ne tuent pas des personnes pour leurs pensées. »

Trois balles tirées qui ôtent une vie... des assassins qui font sombrer la lumière dans le noir.

J'ai allumé la télévision et la voix de la présentatrice annonçait :

« Le journaliste Hrant Dink a été assassiné »



Hrant Dink

Je me suis figé, j'ai eu la chair de poule et je me suis dit : « Encore une lumière qui s'est éteinte. »

La colombe blanche inquiète a fait son dernier voyage en s'envolant du bas de la porte de son journal qu'il avait chéri comme un enfant. Chère colombe craintive, je souhaite que ton âme repose en paix et toutes mes condoléances à tes proches que tu as laissés derrière toi.

**Miyyesser Saka
Académicienne*

Deauville : entre la plage et l'hippodrome au fil des saisons

À deux heures de Paris, située au cœur de la Normandie, Deauville est une station balnéaire et symbole de l'élégance et de l'art de vivre. La ville vous assure un dépaysement total avec son patrimoine préservé, ses boutiques aux enseignes de grandes marques, ses grands hôtels et ses parasols colorés sur la plage de sable fin. Deauville, c'est aussi des congrès, des séminaires... tout au long de l'année, notamment depuis la création du Centre International de Deauville. Alors, rendez-vous au printemps, en été, à



l'automne ou pendant l'hiver ; rendez-vous pour « à chaque saison ses plaisirs »... à Deauville.

Historique
Deauville, appelé autre-

fois "Dosville" était un petit village avec une centaine d'habitants vivant essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. C'est au cours de l'été 1858 que le Duc de Morny, demi-frère de Napoléon III, financier et homme du monde, invité à Trouville par son médecin, imagine de construire sur cette étendue de sable et de marais « un royaume de l'élégance » proche de Paris : ce sera la station balnéaire de Deauville. Morny crée en quatre ans une ville dont bientôt les premières magnifiques villas néo-normandes, le premier hippodrome et la liaison de chemin de fer avec Paris allaient attirer la clientèle aristocratique parisienne et internationale... En 1911, un nouvel essor déterminant est donné à la séduction de Deauville avec la construction de luxueux hôtels et du casino. Personne n'y résiste et surtout pas le « Tout-Paris » des années folles qui, dès 1923, se promène inlassablement sur les 643 mètres de planches en bois d'azobé bordant l'immense plage de sable fin. De Joséphine Baker, Mistinguett,



Maurice Chevalier, Sacha Guitry, Tristan Bernard, Gustave Flaubert, Colette, André Citroën, Coco Chanel à Fujita, Van Dongen, Eugène Boudin, ... Les plus grands noms du monde des affaires, des artistes et des têtes couronnées de cette époque s'y retrouvent régulièrement. C'est en 1960 que Deauville trouve son second souffle en quittant son statut de ville frivole pour endosser celui d'une ville toujours élégante mais moderne et bien équipée, qui se tourne vers les nouvelles technologies et le tourisme d'affaires. La ville vit désormais toute l'année au rythme de nombreux événements ludiques, culturels et sportifs.

Tourisme

L'activité économique de Deauville est liée à 90 % au tourisme. La ville compte un peu plus de 4 500 habitants, elle est réputée pour de courts-séjours, on estime que la population est multipliée par dix les week-ends et pendant les vacances scolaires. Située au centre de la Basse et Haute-Normandie, Deauville est au cœur des richesses de la Normandie : distilleries, haras, fromageries, manoirs et châteaux, musées, plages du Débarquement...

La mer

On vient aussi à Deauville pour voir la mer et profiter des diverses animations au niveau des ports, des loisirs sur la plage et autres activités nautiques. Deuxième port de plaisance bas-normand, Deauville peut accueillir 1 250 bateaux, répartis sur deux ports, un municipal et un privé. Côté plage avec ses 600 parasols multicolores, ses transats, ses cabines aux noms des stars hollywoodiennes, ses 643 mètres de Planches en azobé, la plage de Deauville s'étend sur 1 400 mètres et permet de conjuguer moments de détente et activités balnéaires ou nautiques. Établissement des bains de mer, plage de sable fin, piscine olympique, centre de thalasso-thérapie-spa, courts de tennis, ... Tout est réuni pour que chacun y trouve son plaisir.

Vitrine internationale du cheval

Pôle attractif de la région, Deauville réunit autour de ses deux hippodromes, la Touques et Clairefontaine, les prestigieuses courses de Groupes internationales, un centre d'entraînement, des ventes de yearling reconnues dans le monde entier, un concours hippique, un championnat de polo, un concours international d'attelages de tradition et 75 haras environnants, berceaux des plus grands cracks (7 champions sur 10 sont nés en Normandie)... Sans



oublier les promenades à cheval sur la plage à marée basse ! Les activités hippiques ont toujours été étroitement liées à l'essor de Deauville.

Un envol culturel

Outre ces festivals de cinéma, asiatique et américain, Deauville ne cesse d'élargir son paysage culturel. De la musique classique (Festival de Pâques et Août musical) au jazz (Swing'In Deauville), en passant par un salon du livre thématique (Salon du livre de Deauville Livres & Musiques) et de plus en plus de spectacles de tout genre et de tout univers proposés dans le cadre de la saison culturelle de la Ville, auxquels s'ajoutent les programmations du Centre International de Deauville et du Casino Barrière, chacun peut trouver dans les salles de Deauville une pièce de théâtre, un concert ou un spectacle humoristique... correspondant à ses attentes ou envies. Et pour les passionnés de jeux, un casino, classé au quatrième rang des casinos français, comprenant 320 machines à sous et de nombreux jeux de table.

Crédit photos : l'office de tourisme de Deauville



Une visite virtuelle dans l'atelier de l'artiste Hergé, dessinateur de tintin

L'œuvre d'Hergé est exposée au Centre Georges Pompidou à travers des centaines de dessins et de planches, ainsi que de nombreux documents : notes et lettres manuscrites, documentation ayant servi à la réalisation de ses albums... Une partie du parcours de l'exposition est consacrée aux voyages d'Hergé et de Tintin.

Une exposition gratuite, au Centre Pompidou, le panthéon de l'art moderne. Une installation dans les espaces situés proche de l'entrée du Centre, et non au cinquième étage. Les travaux du maître de la bande dessinée européenne sont accrochés à de larges panneaux blancs et mis en scène avec sobriété. Les premiers dessins d'Hergé, publiés dans les années 1920 dans de modestes revues scouts.

Cette exposition, organisée conjointement par le Centre Pompidou et la Fondation Hergé, est conçue en



deux parties : la vie et l'oeuvre d'Hergé de façon chronologique et une approche thématique de son travail. Dans la première partie, cinq vitrines symbolisent les périodes importantes de la vie d'Hergé. Il est né en 1907 à Etterbeek, commune proche de Bruxelles, sous le nom de Georges Remi. Reprenant les initiales de son nom et prénom, il crée son pseudonyme : R.G. Parmi les cinq vitrines de l'exposition, la seconde se concentre sur les années 30, période riche au cours de laquelle sont nés Tintin, Quick et Flupke mais également marquée par la rencontre décisive avec Tchang.

Une visite virtuelle dans l'atelier de l'artiste, où se dévoile l'envers du décor : des croquis de base jusqu'aux planches grand format, c'est une aventure dans l'aventure. Le moment fort de l'exposition, la collection complète des 124 planches originales du Lotus bleu, dessinées entre 1934 et 1935.

Tintin à Beaubourg
du 20 décembre 2006 au 19 février 2007



Ara Güler : un talent indiscutable et un style inégalé

Ayant réalisé des reportages sur Salvador Dali, Picasso, Alfred Hitchcock et un nombre imposant de célébrités mondiales, Ara Güler, l'un des reporters photographes les plus réputés dans le monde, se présente comme un nom qui marquera l'histoire de la photographie par l'intermédiaire de son talent indiscutable et de son style inégalé qui lui sont propres, même s'il prétend lui-même ne pas être un artiste.



Vous affirmez que la photographie n'est pas un art. Qu'est donc la photographie, si ce n'est pas un art ?

La photographie n'est que l'enregistrement d'un fait et rien d'autre. On confond toujours la photographie avec l'art, or l'art naît de l'imagination et donc du mensonge. La photographie, elle, capte la vérité, toute sa composition se situe dans le temps qui passe. La photographie se contente de voir cette composition et de l'enregistrer. Qu'est-ce que tu as enregistré ? Le temps, évidemment. Tandis que l'art naît d'une imagination, il naît des images créées par le cerveau de l'homme. Oscar Wilde, dans la préface de son œuvre intitulée *Le Portrait de Dorian Gray*, précise que l'art ne sert à rien, qu'il n'a aucune utilité. N'étant constitué que de mensonges, c'est un somnifère, voire un instrument de propagande. Donc, ce n'est que pour cette raison que tout le monde a peur des artistes, qui injectent de la morphine dans les artères des gens.

Qu'est-ce qui vous distingue des autres puisque votre nom est si souvent mentionné ? Pourquoi Ara Güler passe-t-il pour un demi-dieu ?

Je m'en fous totalement. Cela ne m'inté-

resse pas d'être célèbre et connu. Les gens pensent qu'on a de la valeur parce qu'on est célèbre...

Avec le temps et les progrès de la technologie, il semble que la photographie perde de son importance et que les gens s'intéressent plus à d'autres médias.

L'ère de la photographie ne s'achèvera jamais et elle a une très longue histoire. Entre les débuts de la photographie et celui des images animées, il s'est écoulé une période de 70 ans. L'art du cinéma n'existerait même pas si la photographie n'avait pas été découverte.

Les réalisateurs, Hollywood, les cérémonies des Oscars, les prix, les festivités... rien de tout cela n'existerait. Il est vrai que le cinéma a pris une importance sans précédent, c'est juste ; mais il n'est que le fils adoptif de la photographie. Les massacres commis au temps d'Hitler ont été captés par la photographie comme des documents. Une documentation qui renferme tous ces événements est plus importante que l'aventure totale vécue par le monde cinématographique. Le cinéma est un montage. Certaines idées se forment dans la tête du réalisateur, basées sur un roman ou je ne sais quoi et il les fixe sur un support. Or rien n'existe en réalité. La raison d'être d'un acteur n'est que pour l'imitation des choses. Le réalisateur ou le régisseur le fait jouer. Il crée un monde de mensonge dans lequel il fait jouer des personnes. C'est cela qu'on appelle de l'art, qu'on appelle le cinéma. D'ailleurs, comme je l'ai dit dès le début, l'art procède de mensonges. L'art dit des mensonges alors que la photographie montre des vérités. En premier lieu, le cinéaste imagine, prévoit une lumière bleue qui viendrait de ce côté-là. Ensuite, il réfléchit pour créer les moyens d'obtenir cette lumière bleue,

... Sur la Terre, on rencontre des vérités irréfutables et la photographie prend place parmi ces vérités. L'art n'est qu'un jeu où il existe une place pour l'imagination, pour la manipulation.

Est-ce qu'il n'y a pas de composition dans la photographie ?

Si, inévitablement. Mais, en premier lieu, c'est l'œil qui s'impose. Par exemple, on voit tout une foule de personnes qui vont d'ici jusqu'à la place de Taksim, elles marchent sans rien dire, sans rien comprendre, le fait d'arriver à Taksim est leur seul but.

Il y en a aussi qui marchent en regardant autour d'eux, en prenant plaisir de ce qu'ils voient sur leur chemin : ceux-là sont donc des artistes.

De nos jours, il ne suffit plus de réaliser un certain travail, il faut le présenter sur le marché. Ce genre de comportement vous déconcentre probablement.

Cela ne m'intéresse pas beaucoup. Peu m'importe ce que je vais présenter sur

le marché. Le marché, le marketing, ce sont des innovations qu'ont imposées les Américains. C'est hélas ainsi que tout fonctionne aujourd'hui.

N'êtes-vous pas pris dans le même engrenage malgré vous ? Par exemple, avez-vous des sponsors ?

Je ne crois pas. Personnellement, je n'ai jamais été à la recherche de sponsors. J'ai travaillé avec des grandes entités. J'ai été le correspondant de Time, de Paris Match. Les photos que j'ai prises, plus d'un million de lecteurs les voyaient.

Vous avez donc gagné beaucoup d'argent...

J'ai dépensé beaucoup d'argent. L'argent,

c'est fait pour être dépensé.

Est-ce que vous êtes ambitieux ?

Je ne sais pas ce qu'est la jalousie, je ne veux passer devant personne.

Comment donc progresser sans avoir d'ambitions ?

Je ne sais pas. Jusqu'où pensez-vous que j'aie progressé ?

Parlez-nous un peu des querelles entre artistes. Dans un récent documentaire, Léonard de Vinci sous-estimait ainsi Michel-Ange : « La sculpture est-elle un art ? Ce qu'il fait ne ressemble à rien. »

Léonard de Vinci est un personnage qui fait peur. On lui parle de sculpture, il en réalise une. On lui parle de peinture, il en réalise de tout ce qu'il touche. Il découvre le sous-marin, l'hélicoptère,... Or maintenant, on gagne des sommes considérables avec son nom, comme celui qui a écrit le « da Vinci Code ».

Qu'est-ce qu'est le beau pour vous ? D'une manière encore plus concrète, que représente pour vous une belle femme ?

Pour une grenouille, le beau réside chez une autre grenouille. Une grenouille ne tombera pas amoureuse de moi, ni une ânesse. Il n'y a donc pas une définition de ce qui est beau. Chacun représente quelque chose pour chacun. Si vous en êtes capable, essayez d'aimer un ours.

*Propos recueillis par
Bilge Demirkazan*



Des solutions pour « équilibrer » la circulation à Istanbul



*Burcu Özgüven

Trouver un taxi par temps de pluie relève de l'impossible à Istanbul et, une fois dans le taxi, il faut encore que le chauffeur de taxi veuille bien vous emmener à destination...

La cohue qu'entraîne la circulation rend forcément les trajets plus stressants et moins sécurisés. Les conducteurs sont furieux, telle une bombe prête à exploser et les passagers sont énervés. Ceux qui se risquent dans la circulation avec leur véhicule personnel hésitent entre râler à propos du temps qu'ils perdent dans les embouteillages, de l'essence qu'ils consomment ou de la détérioration de leur propre véhicule due aux conditions de la circulation. D'autre part, les transports en commun sont aussi une autre forme de torture. Dans ces conditions-là, la circulation est une chose vraiment inhumaine. Les transports en commun ont été longtemps négligés en Turquie, qui s'est efforcée pour devenir une « petite Amérique », particulièrement à Istanbul. Le chemin de fer avaient été pratiquement abandonné car on le considérait comme un « moyen de transport communiste ». Pourtant, les trains

constituent un des principaux éléments du capitalisme américain. Aujourd'hui, même si les municipalités commencent à se rendre compte de l'importance des transports collectifs, des décennies seront nécessaires pour que la construction des métros soit achevée dans les grandes villes. La mise en œuvre d'un réseau de métro est devenue vitale pour Istanbul, ville qui est aussi peuplée qu'un pays moyen d'Europe. À côté de cela, il existe un nombre important de moyens de transport alternatifs. Parmi ceux-là, pourquoi ne pas choisir la bicyclette ? Oui, je parle bien du vélo que nous connaissons tous. Bien sûr, diverses objections pourraient être mises en avant à cet égard. On pourrait avancer par exemple que; «Istanbul est une ville à la topographie irrégulière, qui ne s'est pas bâtie sur un terrain plat comme Antalya ou Konya ». (Toutefois, n'oublions pas que les bicyclettes ont fait des progrès). Un autre contre-argument pourra concerner les voies cyclables : « Il faut construire des voies réservées aux vélos



à côté de celles réservées aux véhicules motorisés ». (Il est évident qu'il faut aussi que les conducteurs des véhicules motorisés respectent les droits des cyclistes). Une autre objection peut être que la bicyclette n'est pas aussi rapide qu'une voiture. Toutefois, il arrive qu'une voiture fasse un trajet en deux heures, alors qu'il ne prendrait que vingt minutes à vélo, surtout le vendredi et aux heures de pointe. Quels sont les avantages de la bicyclette ? C'est un moyen de transport humaniste. Elle n'a pas besoin de combustible, elle ne pollue pas l'air et ne fait pas de bruit. Il suffit d'avoir une solide paire de jambes. Les réparations éventuelles sont plus faciles et moins coûteuses. Elle ne cause pas d'embouteillage et ne pose pratiquement aucun problème de parking. Elle n'est également pas la cible favorite des voleurs d'automobiles. C'est une solution appropriée lorsqu'elle est combinée avec les bateaux, les bus ou les métros, en particulier dans une métropole telle qu'Istanbul. Elle circule tranquillement dans les rues étroites et ne crée pas de

stress. Au contraire, elle fait faire du sport, donne la forme et la santé et rallonge la jeunesse. Par conséquent, qui ne voudrait pas avoir un moyen de transport alternatif si bénéfique ? Bien sûr, si j'étais vendeur de pièces automobiles, je n'aimerais pas voir les vélos se multiplier. De la même manière, ceci ne plairait ni aux stations-service, ni aux conducteurs de taxis. Sans oublier que la « mafia » des parkings ne le tolérerait en aucun cas. Et ce n'est même pas la peine de poser la question aux vendeurs d'automobiles. Cependant, il est intéressant de voir que la bicyclette est un moyen de transport très apprécié dans un grand nombre de pays européens. Tous les jours, des centaines d'hommes d'affaires en costume, de femmes à talons hauts, des jeunes, des vieux, voire des députés, vont à leur travail à bicyclette, même lorsqu'il neige ou qu'il pleut. La bicyclette est un véhicule d'équilibre. Elle ne peut être utilisée que par quelqu'un qui sait tenir en équilibre. En plus, l'équilibre du corps renforce l'équilibre physique et moral. Et nous avons tellement besoin de personnes « équilibrées » dans la circulation stambouliote...

**Burcu Özgüven
Maître de conférence, architecte*

ULUDAĞ[®]
GAZOSU



www.uludaggazoz.com.tr

Efsane Gazoz Efsane Şişesinde



L'économie turque : les défis à relever

Nous avons parlé d'économie avec M. İlhan Kesici, économiste et brillant homme politique. Si sa position sur la situation économique de la Turquie est pessimiste, il trouve par ailleurs qu'au niveau international, la place de la Turquie dans le nouvel ordre mondial présente un tableau prometteur.



Est-ce que la Turquie peut, un jour, atteindre un niveau économique qui amoindrirait les effets négatifs des fluctuations du marché international ?

Le problème de l'économie turque

vient justement de là. Les fluctuations internationales viennent de la parité entre l'euro et le dollar et traduisent aussi la tendance de la croissance économique américaine et de la zone euro. De toute façon, qui dit économie internationale, dit relation entre le cours des économies européenne et américaine. Ce qui se passe en Europe affecte la parité euro/dollar et l'économie américaine, tout comme ce qui se passe aux États-Unis affecte la parité euro/dollar et l'économie européenne.

Tous les pays du monde sont affectés par cette relation et il peut exister des approches très spéculatives à ce propos. Je veux dire par là qu'on ne rencontrera pas une situation comme en 1929 ou en 1970-73 avec le choc pétrolier. On ne peut pas rencontrer, dans ces marchés internationaux, des croissances anormales et extraordinaires. Mais, si l'on considère la structure de l'économie réelle de la Turquie, ce qui rend le pays vulnérable est la faiblesse de l'économie interne et la croissance de l'économie internationale.

Bien plus important, il existe une importante rentrée d'argent (plus élevée que la normale), qu'on appelle les capitaux flottants, qui est affectée par la situation économique de la Turquie mais aussi par celle du reste du monde. Mais ce qui me fait le plus peur dans la situation économique actuelle est la dette de la Turquie. En ce qui concerne la dette extérieure, elle n'est pas si importante, comparée au revenu national. Actuellement, elle est de 60 à 70 milliards d'euros et c'est ainsi depuis 5 ou 6 ans. En revanche, le niveau de la dette intérieure du pays semble être catastrophique. Depuis le début de la République (il y a 80 ans) la dette interne cumulée était de 90 milliards et, avec le gouvernement actuel, cette somme a plus que doublé, passant de 90 à 180 milliards de dollars en seulement 4 ans. Cette situation est très grave et les télévisions ou les journaux favorables au gouvernement, ainsi que la TÜSIAD, ne mentionnent pas ces

faits. Globalement, la grande faille économique de la Turquie est là.

Le montant de cette dette interne est astronomique, elle s'est amplifiée en très peu de temps et son taux d'intérêt est très important ; annoncé à 10 %, il faut en réalité calculer l'intérêt en taux d'intérêt réel, et on arrive alors aux environs de 15 %, alors que la croissance annuelle de l'économie turque est au maximum de 5 %.

Voilà ce qui explique l'importance du déficit courant. La vraie crise ne va pas se ressentir sur le marché des finances, mais sur le marché du secteur réel comme l'industrie, le tourisme. Elle va d'abord anéantir ces secteurs puis ensuite le marché financier.

En 2002, la dette extérieure de l'État était de 60 milliards de dollars (70 milliards de dollars aujourd'hui) et la dette intérieure était de 90 milliards de dollars (180 milliards de dollars aujourd'hui), ce qui représentait un total de 150 milliards de dollars de dettes.

Avec le cours actuel du dollar, cela signifie une augmentation de 100 milliards de dollars de dettes en plus pour l'État.

Et il faut encore ajouter à cela la dette du secteur privé qui était de 45 milliards de dollars en 2002 (115 milliards aujourd'hui).

La moitié de l'augmentation de la dette totale est à court terme car elle s'est cumulée ces 4 dernières années et la Turquie aura beaucoup de mal à supporter le poids de ces dettes. De plus, l'État a vendu, par sa politique de pri-

(lire la suite page 3)

TÜSIAD

Pour la première fois, une femme est élue à la tête de l'association des industriels et des hommes d'affaires Turcs (Tüsiad). Arzuhan Doğan Yalçındağ, la fille de Aydın Doğan, propriétaire de l'un des plus puissants groupes turcs succède ainsi à Ömer Sabancı.

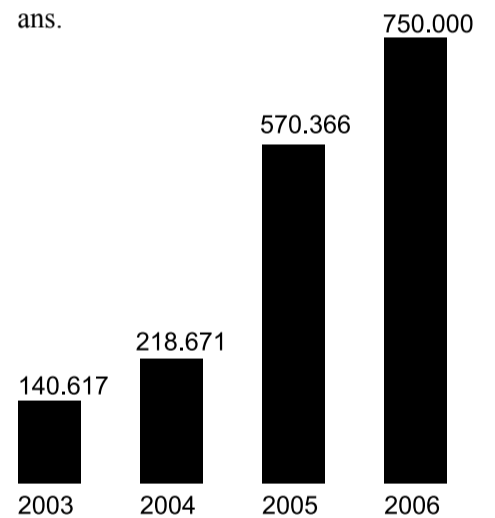


Airbus a affiché ses premières pertes

L'année 2006 restera comme l'année la plus mauvaise du groupe franco-allemand depuis sa création en 1970.

Ordinateurs portables

La vente d'ordinateurs portables en Turquie s'est multipliée par 10 en 4 ans.



D'après IDC Türkiye 2007-01-30

Investissements étrangers : la Turquie reste attractive



*Olcay Büyüktaş

Les investissements étrangers sont les éléments qui font dire « ni avec toi, ni sans toi » en ce qui concerne les pays qui se développent comme la Turquie et

dont le processus d'adhésion n'en finit pas, mais qui en même temps ne peuvent être mis de côté, du fait de l'importance de leur territoire et de leur rôle économique. C'est pourquoi, on peut résumer la privatisation avec les mots de Kemal Unakitan, ministre des Finances souvent critiqué par le gouvernement AKP : « Ça se vend comme des petits pains » sachant que la fusion des entreprises est toujours d'actualité.

La Turquie est un pays attractif pour les investissements étrangers, d'autant qu'on s'attend à une hausse des prix des biens immobiliers et cela tant que les négociations continueront. Il semble que les actions doivent encore augmenter sur le marché boursier et cela rend le pays encore plus attirant aux

yeux des investisseurs étrangers. Une partie des investissements sont faits pour des raisons qui sont multiples et stratégiques. Un investisseur qui a investi dans des pays autres que la Turquie dans la même région, va vouloir acquérir la même sorte d'entreprise en Turquie afin d'augmenter son pouvoir sur cette zone territoriale.

Parmi les ressources étrangères les plus durables, on retrouve l'investissement direct étranger. Les investissements sur l'emprunt et les portefeuilles quittent le pays à la moindre alerte. L'économie et la politique turque n'intéressent pas ces investisseurs tant qu'ils ne sont pas touchés directement. Cependant, les investissements étrangers directs peuvent être touchés par l'économie et la politique d'un pays et ces crises peuvent nuire à leurs intérêts prévus à long terme, c'est pourquoi on les retrouve parmi les défenseurs du pays. Si l'on considère le placement des investissements, qui sont bien perçus par la population, on peut affirmer qu'ils sont plus durables. Du reste, lors d'une crise, pas seulement économique mais aussi pendant les conflits

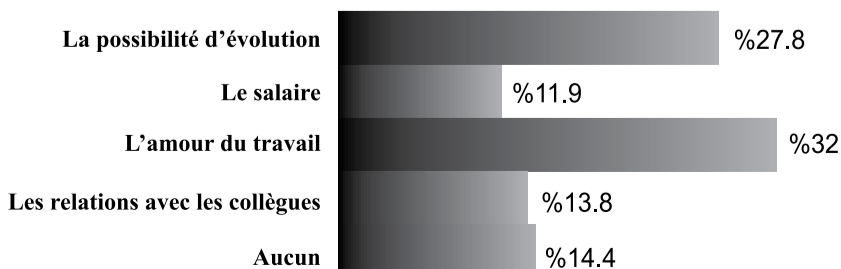
internationaux, les entreprises qui se sont installées ne subissent pas beaucoup de dommages car la population locale ne regarde pas ces entreprises comme des entreprises étrangères mais comme leur propre lieu de travail, leur fournissant travail et moyens d'existence. D'ailleurs, la tension vécue ces derniers temps au sujet de la loi sur le génocide arménien nous a fait constater que l'appel au boycott des entreprises françaises n'a entraîné aucun dégât économique et confirme bien cette vision des choses.

L'entrée des investissements s'accélère

Pendant ces dernières années, et plus précisément entre 1980 et 2003, le montant total des investissements étrangers directs était de 19 milliards de dollars. C'est-à-dire que, pendant toute cette période, la Turquie s'est contentée d'un investissement annuel moyen de 800 millions de dollars. Car à cette période, le pays avait connu plus d'investissements purement financiers. Aujourd'hui encore, les étrangers continuent à investir

(lire la suite page 4)

À la question : « qu'est-ce qui vous motive le plus dans votre travail ? », les Turcs répondent que le point qui les intéresse le plus est :



Chômage Selon le BIT, on comptait 195,2 millions de chômeurs dans le monde en 2006, constituant un record malgré une croissance mondiale soutenue.

Vodafone Sa croissance a été de 6,1 % du CA au 31 décembre. Le cap des 200 millions d'abonnés a été atteint fin janvier.

(lire la suite page 2)

Renault : La marque parisienne s'intègre à Bursa...



*Aykut Küçükaya

Cela fait exactement 36 ans que Renault s'est implanté en Turquie. Le nom le plus important du secteur de l'automobile français est aussi celui du leader de l'automobile en Turquie. Premier depuis 6 ans sur le marché turc de l'automobile privée, Renault est la marque d'une voiture sur six et est désormais considérée comme notre propre marque.

Ibrahim Aybar, Directeur général de Renault Mais, a annoncé, dans une déclaration faite aux premiers jours de l'année 2007, que Renault a occupé la position de leader pour la neuvième année consécutive sur le marché turc de la voiture particulière.

Les chiffres confirment bien l'annonce de M. Aybar : Renault a vendu 59 400 véhicules sur le marché de la voiture particulière en 2006 et s'est installé au premier rang avec une part de marché de 15,9 %. Par ailleurs, à côté des 620 000 véhicules qui ont été vendus en 2006, Renault a atteint une part de 13,7 % sur le marché des véhicules privés et des véhicules utilitaires légers avec des ventes de 85 000 voitures. Une autre nouvelle a rendu la famille Renault très heureuse : la Renault Mégane Sedan, fabriquée à Bursa, a été le véhicule le plus vendu en 2006 avec des ventes de 22 013 unités. De plus, la deuxième place était aussi occupée par une voiture de marque Renault, la Re-

nault Symbole, qui a été vendue à 21 566 exemplaires.

Toutefois, une autre réalité découle de ces chiffres : la part de marché détenue par Renault depuis 9 ans en tant que leader dans l'automobile privée diminue peu à peu en pourcentage.

Sur le marché des voitures privées et des véhicules utilitaires, où s'étaient vendus 710 000 véhicules en 2005, Renault détient une part de marché de 15,2 % avec la vente de 107 806 véhicules.

Par ailleurs, sur le marché de la voiture privée où une vente totale de 437 000 voitures avait été réalisée, Renault détient une part de marché de 17,5 % avec une vente de 76 378 véhicules. Pourtant, cette part de marché dans le secteur de la voiture privée était de 20 % en 2004.

La chute des chiffres et la croissance de Ford ont conduit Renault à prendre



des décisions stratégiques. Luc Alexandre Ménard, Vice-président des Relations extérieures de Renault, a annoncé qu'en 10 ans, Renault France et Oyak ont investi 827 millions d'euros et il a exposé les plans prévus jusqu'à l'année 2010 :

* Le taux d'intégration va passer à 80 % d'ici à la fin de l'année 2009.

* La nouvelle version de la Clio sera fabriquée uniquement en Turquie. De plus, le passage à la production d'un nouveau moteur Diesel aura lieu à Bursa.

* Oyak Renault va augmenter la capacité de son usine : la production de véhicules, qui est de 40 par jour, va passer à 60 par jour.

* Un investissement de 183 millions d'euros sera réalisé en 2007, constituant un record d'investissement du Groupe en Turquie...

En Turquie, le Groupe Renault est présent dans le secteur automobile avec trois sociétés : Oyak Renault, Renault Mais et Dossd Dacia. 68 % des automobiles fabriquées à Bursa sont exportés. Les modèles Mégane II, Sedan et Clio Symbole produits par Renault sont commercialisés dans plus de 100 pays allant de l'Australie à la France, de la Nouvelle-Zélande au Royaume-Uni, de la Thaïlande à l'Égypte, du Maroc à l'Afrique du Sud, de la Colombie à la Martinique.

Par ailleurs, les investissements montrent que Renault veut d'une part, ne pas perdre son rôle de leader sur le marché intérieur et, d'autre part, garder les liens avec l'étranger depuis Bursa. Renault souhaite préserver sa position par de nouveaux investissements et, de ce fait, avoir une base de production dans la zone géographique environnante...

*Aykut Küçükaya, journaliste au quotidien Cumhuriyet

Pour le total des ventes, Ford est au premier rang...

Selon les données de l'Association des distributeurs d'automobiles (ODD), des régressions de 14,9 % dans les ventes de voitures privées et de 12,2 % dans les ventes de véhicules utilitaires légers ont été vécues sur le marché de l'automobile en Turquie. L'année dernière, Ford a pris la première place avec une vente totale de 106 672 véhicules. Comme nous l'avons mentionné plus haut, Renault a pris la deuxième place avec des ventes de 85 010 véhicules, suivi de Fiat avec 72 383 véhicules. D'autre part, Ford se situe derrière Renault dans la vente de voitures privées. En 2006, Ford a vendu 38 171 voitures privées, alors que le nombre de voitures privées vendues par Hyundai était 34 020, celui de Fiat 32 742, Toyota vendait 29 836 voitures et Opel 28 171. Par ailleurs, dans la vente de véhicules utilitaires légers, Ford s'est classé premier avec 68 501 véhicules, Fiat a pris le deuxième rang avec 39 641 véhicules, Volkswagen a été troisième avec 31 625 véhicules. Pour l'anecdote, on a aussi vendu en Turquie 28 Ferrari, 20 Maserati et 217 Porsche l'an dernier.

L'industrie automobile dans le monde

(Suite de la page 1)



*Eda Bozköylü

leader dans les pays industrialisés.

La part de l'industrie automobile dans le marché économique mondial présente des variations permanentes selon la conjoncture. On constate que la fabrication de voitures est concentrée dans 10 pays du monde : ce groupe de pays est constitué par les États-Unis, l'Allemagne, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, la France, le Japon, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie, qui réalisent presque 80 % de la production mondiale totale. Une étude récente montre que le nombre des sociétés productrices est en baisse alors que leur taille augmente de plus en plus. Le nombre des sociétés productrices, qui était 60 dans le monde, a baissé jusqu'à 20 et les fusions entre les sociétés sont devenues courantes. Parmi les raisons des fusions entre les sociétés de l'industrie automobile, on peut citer : les marges bénéficiaires limitées en baisse constante et les coûts qui augmentent sans cesse avec l'intégration des nouvelles technologies. Le changement rapide de profil du consommateur nécessite un nombre abondant de modèles, une qualité parfaite, un prix abordable et des véhicules sûrs. En outre, les facteurs liés à l'environnement, au recyclage et aux économies d'énergie sont parmi les éléments non négligeables qui rendent la concurrence plus virulente dans ce secteur.

L'industrie automobile en Turquie

L'industrie automobile turque a débuté sa production dans les années 1950. La première ligne de montage a été créée en 1954

en vue de fabriquer des Jeep et des camionnettes pour les forces armées et ensuite par le montage de camions en 1955 et de bus en 1963. Les usines de montage (Tofaş-Fiat, Oyak-Renault, Otosan-Ford) fabriquant des voitures particulières sont apparues dans l'industrie dans les années suivantes.

Les années 1991-1993 constituent la période pendant laquelle l'industrie automobile turque a vécu l'évolution la plus rapide au point de vue de la production. Durant ces années-là, on a vu une importante et rapide augmentation de la production industrielle et de la demande interne, créant une croissance dans la production des moyens de transport collectifs et des voitures et, ainsi, la croissance moyenne de l'industrie a atteint 30 %. Par contre, la crise vécue en 1994 et les programmes politiques et économiques appliqués par le gouvernement ont entraîné l'industrie automobile à évoluer dans des conditions défavorables. La création d'une capacité de production nettement supérieure à la demande interne et le partage de la production par plusieurs sociétés ont forcé à la fois les usines automobiles et les sociétés sous-traitantes qui produisaient des pièces nécessaires, à baisser leur niveau de production en dessous de leur capacité.

En prenant en compte les chiffres de l'Union douanière, la part des importations sur le marché local, qui était de 15 % en 1995, a augmenté jusqu'à 47 % en 2002. Contrairement aux véhicules importés, les ventes de véhicules fabriqués en Turquie, qui étaient de 85 % en 1995 a baissé au fil des années jusqu'à ne plus représenter que 62 % en 1998 et 48 % en 2000. Cependant, avec la hausse des cours des devises à partir de l'année 2001 et,

par conséquent, avec la baisse de la demande en véhicules importés, la part des véhicules nationaux a commencé à remonter. Ainsi, le marché se partage depuis 2003 en deux parts égales pour les véhicules nationaux et les importations. La crise passée, l'augmentation des importations de voitures et le rétrécissement du marché intérieur ont poussé les producteurs d'automobiles à exporter davantage. Par conséquent, une augmentation de 156 % a été réalisée, surtout en 1995 par rapport à l'année précédente, et la part de l'exportation dans la production est passée de 5,4 % à 11,4 %. Par contre, la part des exportations, augmentée de force dans la production, n'a pas fait augmenter la capacité de production et n'a pas non plus résolu les problèmes de l'industrie automobile turque.

Les défis à relever pour le secteur

Dans sa déclaration faite à ce sujet, M. Tarık Taşar, président de l'Association des concessionnaires d'automobiles, affirme que sa profession adopte une approche prudente pour l'année 2007 en raison de l'affaiblissement vécu sur le marché automobile les derniers mois de l'année 2006. Selon M. Taşar, l'année 2006 reste, du point de vue du profit, la pire des quatre dernières années et ce malgré les ventes réalisées. Il affirme que les fluctuations des cours et des intérêts qui se répercutent très rapidement sur le secteur et le contexte économique de la Turquie, où les hauts et les bas sont fréquents, provoquent des problèmes sectoriels.

Malgré cette attitude réservée envers l'année 2007, l'industrie automobile est restée, ces dernières années, un secteur dans lequel les capitaux étrangers affluent abondamment et s'investissent beaucoup dans la production et

l'exportation. Parmi les avantages de l'industrie automobile sur le plan des exportations, on peut compter des sous-traitants puissants qui appliquent de hautes normes et qui ont une forte capacité concurrentielle dans le domaine de l'exportation, et notre aptitude d'adaptation rapide aux nouveaux procédés techniques internationaux.

L'industrie de la sous-traitance automobile a atteint un niveau technologique avancé, notamment ces dernières années. Et elle est en mesure de produire pour les fabricants des équipements originaux qui se diffusent ensuite dans tout l'Occident.

Cependant, l'évolution dans l'industrie automobile s'est malheureusement ralentie en raison de négligences et du manque d'évaluation des occasions rencontrées sur le marché intérieur et à l'international. Ainsi, pour l'industrie automobile turque, nous constatons un marché intérieur instable, une regrettable absence de stratégie, une insuffisance des soutiens à l'investissement ainsi que dans la recherche et le développement, des taxes excessives et un sérieux manque de vision. En effet, toutes ces réalités font obstacle à l'évolution de l'industrie automobile en Turquie.

Cette industrie est considérée comme le secteur le plus contrôlé et dont les taxes constituent une grande part des ressources sûres pour le pays. Ainsi, la taxe imposée aux voitures est de 64 % et celles sur les véhicules commerciaux de 30 %. Si l'on considère que la moyenne des taxes sur l'automobile en Europe est de 18 %, nous voyons bien que notre capacité concurrentielle ne risque pas d'augmenter facilement.

*Eda Bozköylü, journaliste

Qui est le maître ? Qui est l'esclave ?



*Selda Atik

Année 2003, sur les terres de l'Irak, vu depuis longtemps par les États-Unis comme l'enfant révolté de la liste noire et dans le cadre du Projet de Grand Moyen-Orient.

C'est en 1972 que l'Irak a été ajouté à la liste noire. C'est-à-dire l'année de la nationalisation du pétrole irakien par l'administration du BAAS venue au pouvoir en 1968. La Société Pétrolière Irakienne et les pétroles irakiens, qui constituaient un consortium dont faisaient également partie les sociétés occidentales, ont été nationalisés en 1972. Les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui contrôlaient les deux tiers du pétrole irakien, avaient totalement perdu leur influence après ce mouvement de nationalisation. C'était là la première et la plus importante attaque que l'Irak avait réalisée contre les États-Unis. Le président des États-Unis de l'époque, Richard Nixon, avait signé un accord avec le Shah d'Iran afin de munir d'armes les Kurdes d'Irak et il avait ainsi ajouté ce pays sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme.

Dans les années 1990, Saddam Hussein avait envisagé de créer un groupe de pays soutenant l'Irak et s'opposant aux États-Unis, en signant des accords avec le Russe Lukoil, la société nationale pétrolière chinoise (CNPC), le Français Total-Fina-Elf et d'autres compagnies pétrolières. Toutefois, le 4 avril 2003, étant donné que les États-Unis et le Royaume-Uni s'étaient sentis menacés et en danger, la Chambre des Représentants des États-Unis avait décidé d'exclure la France, l'Allemagne et la Russie de tout contrat pour la reconstruction de l'Irak.

Nous sommes en 2007, juste après la pendaison de Saddam et au 4e anniversaire de l'occupation de l'Irak. Dans une nouvelle, diffusée par le journal anglais The Independent qui prétendait avoir en possession le projet de loi, on annonce que les géants pétroliers occidentaux vont faire leur retour en Irak. (ntv-msnbc, 8 janvier 2007). Selon ce projet, les États-Unis et la Grande-Bretagne se partageraient la part de lion des bénéfices pétroliers (75 %) résultant de la guerre d'Irak. Dans la déclaration, il est également précisé que la loi envisage de donner la chance aux géants pétroliers tels que BP, Shell, Exxon de s'introduire en Irak et cela avec un contrat d'une durée de 30 ans. D'après ce texte, les 112,5 milliards de barils de pétrole certifiés (on prétend cependant que la réserve totale est de 220 milliards de barils) vont passer entre les mains de ces pays en les situant comme deuxième plus grande réserve du monde. Les autres aspects avantageux sont : la très bonne qualité du pétrole irakien, son coût de production très bas et l'avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux. On montre comme argument de base de la loi, qui va être débattue au Parlement irakien, le besoin de redressement de l'industrie pétrolière en Irak qui a pris des coups à cause de la guerre, des embargos et du manque d'experts.

Par ailleurs, la deuxième grande attaque se fait au sujet de l'unité monétaire avec laquelle le pétrole est vendu dans le monde. Les pétrodollars représentent le montant en dollars qu'un pays gagne lorsqu'il vend son pétrole. Le gouvernement des États-Unis a réussi à faire accepter l'idée que le pétrole soit vendu en dollars en signant une série de contrats avec l'administration saoudienne, qui était le leader de l'OPEP entre 1972 et 1974. Parce que le

dollar est devenu une monnaie indiscutable dans le commerce international du pétrole, les États-Unis ont augmenté la demande, substituant le dollar à l'euro et, grâce à ce système, les États-Unis ont obtenu le moyen de compenser leurs dépenses militaires croissantes et leurs besoins d'importations en émettant des dollars. De plus, ce système a permis à l'administration des États-Unis d'avoir le contrôle du marché mondial du pétrole. Toutefois, lors de l'élection présidentielle américaine du 6 novembre 2000, l'administration irakienne avait annoncé qu'elle allait tarifier la réserve de pétrole qu'elle possédait non pas en se basant sur le dollar mais en se basant sur l'euro. Cette décision avait été la première décision radicale qui



ne respectait pas la tarification en dollars décidée par l'OPEP. Après cet événement, le dollar avait présenté une baisse par rapport à l'euro. Cependant, le plus important est qu'après, on était passé à la tarification en euros en Libye, en Iran, au Venezuela et dans certains autres pays et cela avait été un important coup donné à la puissance économique et à l'hégémonie mondiale

des États-Unis. L'occupation qui a débuté en 2003 avait pour objectif de contrôler le pétrole irakien, mais aussi de conserver le dollar comme l'unité monétaire qui dirigeait le commerce pétrolier. D'ailleurs, les comptes de l'Irak qui étaient en euros ont vite été reconvertis en dollars, environ deux mois après le début de l'occupation. Mais, malgré tout cela, les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, d'Amérique latine et la Russie ont depuis longtemps commencé les discussions sur un probable commerce pétrolier qui serait basé sur l'euro et non plus sur le dollar ou bien encore qui sera fait par le biais d'un panier de devises. L'idée principale est très claire : ce n'est pas l'agressivité et la pression qui valorisent les monnaies des pays mais uniquement la puissance économique et la stabilité.

Je crois qu'il est inutile de faire un commentaire à ce sujet. Comme dit le proverbe turc « Chassé par la porte, il revient par la fenêtre ». Avec cette loi, le prétexte du désarmement nucléaire du Moyen-Orient pour envahir l'Irak sera officiellement vu comme une excuse par l'opinion publique mondiale. D'après les États-Unis, Saddam Hussein était le chef d'État d'un désert, considérablement inexpérimenté au jeu d'échecs et dont l'unique richesse était le pétrole et qui s'était mis à jouer aux échecs contre les États-Unis en les défiant avec un grand courage. On ne sait pas encore qui a gagné, c'est le temps qui nous le dira. Car la revanche va avoir lieu entre le pétrole et les États-Unis. Autrement dit, il faut se demander qui est le maître de l'univers ? Les États-Unis ou le pétrole ? Ou plutôt : qui est le maître et qui est l'esclave ?

*Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Hacettepe

L'économie turque : les défis à relever

(Suite de la page 1)



İlhan Kesici

vatisations, plus de 30 milliards de dollars de biens publics. La richesse de la Turquie a donc aussi diminué pendant cette période. Pour résumer : premièrement la Turquie a une dette phénoménale, deuxièmement son taux d'intérêt est très important et troisièmement sa richesse nationale a diminué. Mais si la Turquie se dote d'un nouveau gouvernement qui maîtrise le sujet et si nous réussissons à faire adhérer tout le monde à un grand programme économique, nous pourrions amoindrir la violence du choc économique. L'élément le plus important va être les spéculations venant du monde extérieur et il y a des acteurs économiques qui se fondent sur ces spéculations. Ceux-là vont s'en sortir gagnants. Notre devoir est de nous en préoccuper, de dialoguer avec les acteurs non spéculatifs et de casser les calculs malsains du monde spéculatif. Si la Turquie agit de la sorte, elle pourra amortir la crise et diminuer ses effets.

N'y a-t-il rien de positif dans ce tableau ?

Si, les atouts de la Turquie sur la scène internationale. Premièrement, concernant les grandes puissances, rappelons que l'UE est une de ces principales puissances économiques, dans une moindre mesure politique, et pas du tout militaire, tandis que les États-Unis réunissent les trois à la fois. La Russie, qui est toujours une puissance militaire, possède en plus une grande capacité nucléaire et scientifique. Le Japon, quant à lui, n'est qu'une puissance économique. La Chine et l'Inde se ressemblent : elles ont une croissance importante – de l'ordre de 8 à 10 % – et ont un potentiel énorme d'accroissement et d'éducation. C'est un marché intérieur considérable. Certes, elles ont un pouvoir, mais il n'y a pas de quoi s'alarmer pour l'instant. Si elles devenaient de grandes puissances économiques en 2040, cela impliquerait qu'elles aient aussi vécu un accroissement intellectuel. Elles préféreraient alors être les amies de l'Occident plutôt que de faire la guerre pour élargir leur zone d'influence. Elles ne représentent donc pas un danger immédiat, mais sont de grandes puissances à venir. La zone d'influence énergétique de la Tur-

Il y avait en Turquie une vision économique mondiale étatiste en ce qui concerne le secteur bancaire et le secteur des assurances. Nous avons abandonné cela grâce à l'économie de marché.

que n'est peut-être pas centrale, mais a des frontières avec les centres d'influence mondiale. Cette zone partage sa frontière avec le gaz naturel et le pétrole dont elle est la voie principale d'acheminement. Que ce soit de Bakou, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan ou du Turkménistan, s'il faut qu'ils descendent, ils passeront par cette zone. En ce qui concerne le partage des pouvoirs dans le monde, nous sommes incontournables et en plein milieu de ces paramètres. Si l'on utilise cette position d'une manière efficace, cela nous

offrira des moyens considérables. Les États-Unis sont en relations avec l'U.E., la Chine, la Russie et l'Inde. La France, tout comme l'Allemagne, ne sont des puissances que dans le cadre de l'U.E. Prises séparément, l'Allemagne et la France ne sont pas non plus négligeables. Elles rentreront, tôt ou tard, dans ce nouvel ordre mondial à côté des États-Unis. Deuxièmement, il n'y a qu'une seule organisation de sécurité mondiale qui est l'OTAN. Nous avons de bonnes relations avec les États-Unis et nous faisons partie de cette organisation depuis 50 ans.

Troisièmement, il y avait une vision économique mondiale étatiste en ce qui concerne le secteur bancaire et le secteur des assurances. Nous avons abandonné cela au nom de la privatisation, vous pouvez appeler cela du capitalisme ou de l'économie de marché libre ou du capitalisme global, en tout cas, ce choix est plus approprié pour la Turquie. Quatrièmement, je voudrais parler du régime politique de l'ordre mondial, c'est-à-dire de la démocratie au sens occidental. C'est une conception démocratique basée sur la suprématie des individus. Nous nous focalisons de plus en plus sur les questions de droits de l'homme.

Si entre ces quatre paramètres, la Turquie arrive à être un pays qui perçoit à temps le nouvel ordre mondial, qui crée ses besoins et qui ordonne sur une même ligne les valeurs et les sources humaines, elle augmentera sa capacité à tirer profit de ce nouvel ordre mondial présente un tableau prometteur.



Propos recueillis par Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan

L'Union européenne et le lobbying

Le lobbying recouvre un ensemble de tâches variées, a priori sans grande cohérence, parfois ingrates, souvent secrètes (par clause de confidentialité ou par goût du mystère). Pour s'en convaincre, il suffit de passer en revue la liste des missions qu'effectuent les différents représentants d'intérêt, qu'ils agissent pour le compte d'entreprises, d'associations professionnelles, de syndicats ou d'ONG. Entre le monitoring (veille juridique), la rédaction de fiches de synthèse et de position papers (position de l'organisation), la préparation des auditions publiques, la prise de rendez-vous avec des fonctionnaires de la Commission et des eurodéputés, et le montage de projets si important dans le fund raising (recherche de fonds), sans compter le suivi de différents dossiers, il ne reste que les petits-déjeuners des think tanks, les pauses déjeuner et quelques cocktails et réunions publiques pour entretenir son carnet d'adresses et se tenir au courant de tout ce qui se passe à Bruxelles. Si cet ensemble d'activités requiert un savoir-faire et des compétences spécifiques, qui s'apprennent et s'éprouvent dans l'exercice du métier, il n'a rien d'occulte ou d'illicite.

A observer de près le travail des différents représentants d'intérêts à Bruxelles, on constate que le lobbying fait aujourd'hui partie du fonctionnement régulier des institutions européennes. Les institutions européennes entretiennent des relations fréquentes et de plus en plus normalisées avec des porte-parole d'ONG, les dirigeants d'associations professionnelles ou les consultants en affaires publiques. Avec pragmatisme, elles tentent d'utiliser au mieux l'information et l'expertise qu'ils leur fournissent, tout en veillant

à respecter l'équilibre des points de vue et à favoriser ceux qui rendent compte des préoccupations des citoyens. Cette « écoute de la société civile », pour reprendre une expression courante du vocabulaire communautaire, fait désormais partie des bonnes pratiques de gouvernement dans la mesure où elle contribuerait à la fois à l'efficacité et à la légitimité des politiques publiques européennes. Reste aux organisations de défense d'intérêts à faire bon usage de cette ouverture à leur égard sans toutefois se faire instrumentaliser dans les différentes formes de « dialogue » et de consultation mises en place pour recueillir leur point de vue.

Pourquoi tant de lobbyistes à Bruxelles ?

Il faut d'abord rappeler que l'existence de groupes d'intérêts à l'échelle internationale est un phénomène ancien. Dès la fin du XIXe siècle, les producteurs et négociants se sont coalisés pour défendre leurs intérêts dans les échanges commerciaux (normalisation des produits, droits de douane, coût des matières premières...). Mais la construction européenne a incontestablement accéléré leur développement : les Traités de Rome et l'Acte unique européen ont été des moments forts de création de groupes d'intérêt. L'extension des com-

pétences européennes et l'élargissement des frontières de l'Europe communautaire ont dans un premier temps suscité le déplacement d'organisations depuis les capitales européennes vers Bruxelles et la formation de coalition entre les intérêts d'un même secteur au niveau européen (création de (con)fédérations européennes professionnelles).

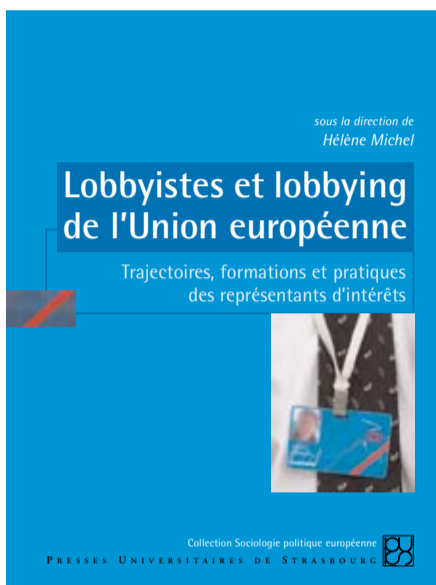
Mais les institutions européennes ont elles-mêmes aidé au développement d'organisations, comme par exemple dans le domaine de la défense des consommateurs, de l'environnement, des femmes... En subventionnant ces structures, il s'agissait tout d'abord d'équilibrer l'état des forces entre d'une part les intérêts industriels, plus nombreux et disposant de ressources financières et logistiques importantes, et d'autre part les intérêts sociaux, plus fragiles et moins bien structurés. Il

s'agissait ensuite de susciter la création de structures paneuropéennes capables, par leur expertise et leur capacité de coordination de leurs affiliés, de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques communautaires. De leur côté, les Etats, soucieux d'augmenter leur capacité d'influence nationale, ont aussi encouragé l'installation de bureaux

de représentation d'entreprises, d'associations ou de collectivités territoriales à Bruxelles.

Enfin, le fonctionnement même de l'Union européenne génère et encourage le développement du lobbying. Le travail en comité et le temps long des processus d'élaboration des normes européennes encourage des modes d'actions qui empruntent davantage au registre de l'expertise (production d'études scientifiques, évaluation d'actions publiques, propositions juridiques...) qu'au registre du nombre (manifestations de rue, grèves, pétitions...) et de la médiatisation. Pour tous ceux qui défendent des intérêts ou qui promeuvent des causes, l'action au niveau européen implique la maîtrise de pratiques de lobbying. Et ceux qui n'ont pas les moyens de les mettre en œuvre, soit directement, soit par l'intermédiaire de cabinets de consultants ou de réseaux européens, risquent de se retrouver marginalisés dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de politiques publiques et, au-delà, de la construction européenne. Ils se privent également d'un moyen de pression sur leurs Etats membres (par exemple pour faire respecter l'égalité homme/femme) quand ils ne se privent pas tout simplement de moyens de financements de projets économiques et sociaux (construction d'infrastructures, mise en œuvre de programme de lutte contre la pauvreté, aide à certaines populations...). Le problème est d'avoir les moyens de saisir les différentes opportunités d'intervenir à ce niveau.

Hélène Michel est maître de conférences en science politique à l'Université de Lille 2 et membre du Groupe de Sociologie politique européenne (GSPE-PRISME) de l'Institut d'Etudes politiques de Strasbourg.



Investissements étrangers : la Turquie reste attractive

(Suite de la page 1)

sur les emprunts et les portefeuilles à cause des forts taux d'intérêts réels et des hautes performances boursières. Pourtant, ces trois dernières années, on a vu un investissement étranger total de 25,5 milliards de dollars (8,5 milliards de dollars par an). Nous pouvons expliquer cette expansion soudaine et importante par le début des négociations de la candidature de la Turquie à l'UE. Ce processus a favorisé ces trois dernières années de grands changements sur les idées que se faisaient les investisseurs sur la Turquie. En ce qui concerne les investissements étrangers, on est témoin des plus bas risques de l'histoire et, parallèlement, on ne rencontre pas de baisse dans les profits. Dans ces conditions, les investissements étrangers directs en provenance d'Europe se multiplient forcément.

Une rentrée doublée par rapport à 2004

Les investissements directs internationaux du mois d'octobre 2006 ont été de 2,9 milliards de dollars. Le chiffre des entrées des investissements globaux a donc été doublé car le total des investissements directs étrangers en 2004 s'élevait à 1,3 milliard de dollars. Selon les données du Conseil de la trésorerie, les 2,936 milliards de dollars des investissements étrangers comprenaient 2,686 milliards de dollars pour les investissements directs étrangers et 250 millions de dollars pour les achats dans l'immobilier. Tandis que les 2,690 milliards de dollars des investissements étrangers venaient des pays

de l'UE, le secteur qui avait bénéficié le plus des investissements étrangers était le secteur financier avec 2,478 milliards de dollars.

Au mois d'octobre dernier, 209 entreprises internationales d'investissement ont été créées avec de nouveaux investissements étrangers et 64 entreprises nationales d'investissement ont connu des investissements internationaux.

Le favori : Antalya

Sur les 14 511 entreprises internationales, 8 087 se situent à Istanbul. 1 698 entreprises ont préféré Antalya, 1 018 Ankara et 892 Izmir. Il semblerait que, tout comme cette année, la Turquie va préserver son attrait pour les investissements étrangers l'année prochaine : « Dans les fusions, où l'on atteint le chiffre-record de 3,46 trillions de dollars, la Turquie est le pays le plus attirant », nous affirme le Directeur des finances de l'Université de Chicago et expert en fusions d'entreprises, le Prof. Dr Vefa Tahran, qui déclare que les entreprises turques ne devraient pas se vendre à moindre prix.

Le Dr Tahran attire aussi l'attention sur le fait que les fusions d'entreprises vont surtout se faire dans le secteur bancaire, dans le secteur de l'énergie et dans celui des produits intermédiaires. Dans ces secteurs, qui ne sont pas des secteurs consolidés, le Dr Tahran affirme qu'il est question d'une économie de mesure non atteinte, c'est-à-dire que, plus la production augmente, plus les coûts diminuent.

Notre expert affirme que, lorsqu'on ajoute les fusions de GE-Garanti, NBB-Finasbank Citigroup-Akbank qui ont fait l'actualité à la fin de l'année dernière, les investissements étrangers font une rentrée d'un total de 20 milliards de dollars et que ce chiffre va sûrement atteindre 50 milliards d'ici deux ans.

Cependant, il faut préciser rapidement que les responsables des associations turques d'investisseurs étrangers avertissent qu'il y a des investissements étrangers qui ne se tournent pas vers de vrais investissements et qui ne créent pas de travail. Saban Erdikler, président de l'association des investisseurs étrangers (YASED) déclare : « Malgré la somme gigantesque des investissements, si l'on prend en compte la valeur ajoutée, la

production créée et la création d'emploi qu'ils impliquent, nous voyons qu'il y a une baisse importante dans ce qu'on appelle les Greenfields et qui sont les nouveaux investissements industriels à très forte valeur ajoutée (0,8 milliard de dollars les 9 premiers mois de 2006). 90 % des grands investissements réalisés en Turquie l'ont été dans le secteur des services (10,1 milliards de dollars fin septembre 2006) et, même si le fait que la plupart des investissements ont été réalisés par des fusions, des achats et des privatisations, et que cela démontre la stabilité politique et économique du pays, ces indices ne nous suffisent malheureusement pas. »

**Olcaç Büyüktaş, journaliste*

ALT
économie

**Le premier
journal
économique
francophone
de la
Turquie**

Edition France : Edité par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03, Fax: 01 42 29 54 20 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Commission paritaire : en cours
Edition Turquie : Edité par Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Caddesi, No: 77 Istanbul • Tél. 0 216 550 22 50 • GSM : 0 533 294 27 09 • Fax: 0 216 550 22 51 • www.ajourd'huiatourquie.com alaturquie@gmail.com Directeur de la publication / sahibi: Bizim Avrupa Yayıncılık Hizm. San. ve Tic. Ltd. Sti. adına Hossein Latif Dizadji • Genel Yayın Yönetmeni : Hüseyin Latif • Directrice de la rédaction : Mireille Sadège • Sorumlu Yazışları Müdürü: Bilge Demirkazan • Comité de rédaction: Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Bilge Demirkazan, Haydar Çakmak, Gazi Uçkun, Hasan Latif, Hugues Richard, İlhan Kesici, Kasım Zoto, Muhittin Karabulut, Müge Gürs, Yves - Marie Laouénan • Ont participé à ce numéro: Özlem Kesen, Aykut Küçükçaya, Eda Bozköylü, Olcaç Büyüktaş • Correction : François Beaufeist • Photo : Emir Keremzade (Stagiaire) • Traduction: Trio Correspondante Paris : Sujatha Samy • Conception: Ersin Uçkardeş, Ali Yüksel, Fatih Geren • Imprimé par Üç Er Ofset Massit 5. Cadde No:15 Bağcılar İst. - TR Tél. 0212 283 34 33 • Distribution: GeoPost Yurtiçi Kargo, NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie et Alt économie sont des marques déposées. Ce numéro de Alt économie est offert par le journal Aujourd'hui la Turquie. Dépositaire des droits à l'étranger : Les Editions CVMag • N° ISSN : en cours.